

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE



UNIVERSITE MOULOU D MAMMERE DE TIZI-OUZOU

FACULTÉ : SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES SCIENCES DE
GESTION

MEMOIRE DE FIN DE CYCLE

En vue de l'obtention de diplôme de Master en finance et commerce
international

THEME :

*La contribution du commerce international
à la croissance économique en Algérie sur la
période 2000-2020*

Présenté par :

Mme KEBAILI Fatma

Mme HAMMOUNI Ourdia

Dirigé par :

Mr. HAMDAD Toufik

Membres du jury :

Mr BABOU Omar	MCB	UMMTO	Président
Mr HAMDAD Toufik	MCB	UMMTO	Rapporteur
Mr MOUZAOUI Zaki	MAA	UMMTO	Examineur

Année universitaire : 2024/2025

Remerciements

Avant tout, nous remercions le bon Dieu le tout puissant de nous avoir donné le courage, la volonté et la patience durant toutes les années d'études et que grâce à lui ce travail a pu être réalisé.

Nos vifs remerciements vont en premier lieu, à nos chers parents de nous avoir aidé pour arriver au terme de ce travail.

Comme nous tenons à exprimer toutes nos reconnaissances et nos gratitude à notre promoteur Mr Toufik HAMDAD, qui nous a guidé et orienté tout au long de ce travail, nous le remercions aussi pour sa disponibilité permanente et ses conseils.

Nous remercions également les membres du jury d'avoir accepté de lire et d'examiner ce mémoire.

En fin, nous tenons à remercier tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail

Dédicace

Je dédie ce modeste travail à :

Mes très chers parents.

Mes adorables sœurs

Tous mes amis (es) de près et de loin.

Fatma

Dédicace

Je dédie ce modeste travail à :

Mes très chers parents.

Mes adorables sœurs

Tous mes amis (es) de près et de loin.

Ouerdia

Liste des abréviations

BA : Banque d'Algérie

BM : Banque Mondiale

BRICS : Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, auxquels s'est intégré l'Afrique du Sud en 2011.

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

CNP : Classification Nationale des Professions

DAPS : Droit Additionnel Provisoire de Sauvegarde

FMI : Fond Monétaire International

GATT : General Agreement on Tariffs and Trade

Getty : groupes pétroliers américains

GNL : Gaz Naturel Liquéfié

GTL : Gaine Technique Logement

H-O : Hecksher Ohlin

IDE : d'investissements directs étrangers

IDH : Indice de Développement Humain

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OMC : l'organisation mondiale du commerce

ONG : Organisation on gouvernementale

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PGF : Productivité globale des facteurs de production.

PIB : Produit intérieur brut

PME : Petits et Moyens Entreprises

PNB : Le produit national brut

PNDA : Programme National de Développement de l'Agriculture

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

PPA : La parité de pouvoir d'achat.

PSRE : Programme de Soutien et de Relance Économique

REPAL : Société Nationale de Recherche et d'Exploitation de Pétrole en Algérie

UE : L'union Européenne

USA : Unites States America

Sommaire

Introduction générale.....	01
----------------------------	----

Chapitre I

Les fondements théoriques de la croissance économique

Introduction du chapitre	05
Section 1 : Généralités sur la croissance économique.....	05
Section 2 : Les indicateurs de mesure de la croissance et leurs limites.....	18
Section 3 : Principales théories de la croissance.....	24
Conclusion du chapitre	27

Chapitre II : Ouverture économique

Repères théoriques et indicateurs de mesure

Introduction du chapitre	29
Section 1 : Les théories du commerce international	29
Section 2 : Les conditions empiriques de la croissance économique et commerce internationale	40
Conclusion du chapitre	53

Chapitre III : Effets du commerce international sur la croissance économique en Algérie durant la période 2000-2020

Introduction du chapitre	55
Section 1 : Aperçu historique et le processus d'ouverture.....	55
Section 2 : Évolution et effet du commerce extérieur en Algérie sur la croissance économique.....	77
Conclusion du chapitre	89
Conclusion générale	91

Références bibliographiques.

Liste des tableaux

Tableau N° 01 : Facteurs de production	14
Tableau N°02 : Vue d'ensemble des principales méthodes de la productivité.	15
Tableau N°03 : Les avantages comparatifs (Nombre d'heures de travail nécessaire)	33
Tableau N° 04 : L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie (période 2000-2020)	78
Tableau N°05 : Structure des exportations (année 2020).....	81
Tableau N°06 : Évolution du PIB selon la base 2000	83
Tableau N°08 : Évolution de la FBCF suivant selon les deux bases (2000-2020)	86

Liste des figures

Figure N°01 : Représente les gains de productivité.....	12
Figure 02 : Contribution des investissements dans les TIC à la croissance du PIB.....	52
Figure N° 03 : L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie (période 2000-2020)	78
Figure N°04 : Évolution du PIB selon la base 2000 (en %)	83
Figure N°05 : Évolution de la FBCF suivant selon les deux bases (2000-2020) ..	84
Figure N°06 : Évolution des réserves de changes	88

Introduction
générale

Introduction générale

La croissance économique est l'un des sujets importants de l'économie car elle donne la direction et la voie vitales à l'économie nationale. Elle est considérée comme un processus complexe et étroitement lié à plusieurs variables. En effet, elle combine des facteurs économiques et politiques pour assurer son succès. Ceci pousse la plupart des pays à chercher à surmonter les obstacles internes et externes qui l'entrave.

L'accroissement de la population mondiale atteindra, selon les projections les neuf milliards d'individus d'ici 2050¹. Cela entraînera, sans aucun doute, une demande accrue de biens et de services et stimulera davantage la production afin de répondre aux besoins et au bien-être individuel. Par conséquent, à mesure que la demande augmente, de nouvelles méthodes de production, plus efficaces, bien que plus coûteuses pour l'environnement, seront adoptées pour permettre une croissance économique et une expansion des échanges internationaux.

En effet, le commerce extérieur est considéré, selon les théoriciens et conformément à plusieurs études empiriques, comme l'un des secteurs et l'un des éléments les plus importants du succès et de la prospérité des économies des pays échangistes. Son importance est démontrée par les avantages offerts par les autres pays en raison de l'incapacité des pays à répondre à certains besoins de leurs sociétés en s'appuyant sur leurs ressources locales. Le commerce extérieur joue également un rôle dans la conduite de l'économie de tout pays, en contribuant au développement économique à travers l'augmentation, entre autres, du taux de croissance économique. Outre, le commerce extérieur est considéré comme un moyen de transmettre le produit de la civilisation, de diffuser l'innovation et de documenter l'interdépendance sociale et économique. Cependant, d'autres analyses mettent l'accent sur la nécessité de pratiquer le protectionnisme, du moins temporairement, pour de multiples raisons,

¹ Centre d'actualités de l'ONU sur site internet : <https://news.un.org/fr/>, consulté le 24/05/2025 à 21 :16mn.

notamment d'ordre commercial et économique, et dans le cas de pays en développement.

Dans ce sens, l'idée que l'ouverture économique est susceptible de jouer un rôle essentiel dans l'économie nationale et avoir des effets sur la croissance économique nécessite une vérification empirique.

Problématique

Le sujet de la croissance économique occupe une place importante dans la pensée économique, car la plupart des études théoriques économiques de l'histoire font remonter les premières origines de la croissance économique à la révolution industrielle, où les sociétés cherchent à atteindre par tous les moyens à améliorer et élever le niveau de vie moyen de sa population, et d'augmenter les taux de croissance économique et de parvenir à un développement économique global.

Dans cette perspective, nous pouvons poser la question de recherche suivante :

Quels sont les effets du commerce extérieur sur la croissance économique en Algérie durant la période 2000-2020 ?

Choix et importance du sujet

Ce sujet est choisi pour plusieurs raisons : d'une part, l'intérêt et l'inclination personnelle pour les sujets macroéconomiques ; d'autre part, le fait que croissance économique soit la principale préoccupation et l'objectif premier des différentes politiques développées par les pays. Par ailleurs, la croissance économique joue un rôle crucial dans le développement économique et social. Ces déterminants affectent directement les membres de la société ainsi que l'économie dans son ensemble.

Objectif de sujet :

L'objectif de cette recherche est de montrer la contribution et le rôle du commerce extérieur et de l'ouverture économique sur la croissance économique.

Méthodologie de la recherche

Pour réaliser ce travail, nous avons exploité une revue de la littérature théorique et empirique, composée des ouvrages, de mémoires et thèses ainsi que des rapports d'études. Nous avons également fait recours à une analyse statistique des données recueillies, à travers un tri plat pour faire ressortir les principales tendances des variables sélectionnées. Nous avons également tenté d'estimer la relation entre les variables à travers un modèle de régression.

Plan de rédaction

Le premier chapitre aborde Les fondements théoriques de la croissance économique. A travers ce chapitre, nous visons donner un aperçu général sur ce phénomène, ces définitions, ces sources, et ces typologies. Le second chapitre, est dédié à l'ouverture économique : Repères théoriques et indicateurs de mesure, à travers une démarche théorique mais également pratique en tentant de synthétiser les principaux indicateurs de mesure. Le dernier chapitre tente de mesurer l'effet de commerce international sur la croissance économique en Algérie durant la période 2000-2020.

Chapitre I

**Les fondements théoriques de la
croissance économique**

Introduction du chapitre

Ce chapitre couvre la nature de la croissance économique, en le divisant en trois sections, au premier lieu l'accent a été mis sur les généralités de la croissance économique ; et au deuxième nous allons aborder les indicateurs de mesure et leurs limites ; et ensuite dans la troisième section nous traiterons les théories de la croissance

Section 1 : Généralités sur la croissance économique

La croissance économique joue un rôle majeur dans la fourniture des ressources nécessaires au processus de production, et c'est ce que nous allons présenter en détail dans cette section. Après une définition de la croissance économique, nous présenterons les formes ainsi que les facteurs de la croissance économique.

1.1. Définition de la croissance économique

« La croissance est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues, d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global en terme réel »².

La croissance économique est un phénomène qui désigne la variation positive et durable de la production de biens et services sur une période donnée. Il s'agit d'un phénomène relativement récent. Elle est mesurée par l'augmentation du volume du produit réel, aussi bien global, qui fait ainsi référence au Produit intérieur brut (PIB).

La croissance économique est un indicateur intéressant pour évaluer la capacité d'un pays à améliorer le niveau de bien-être de sa population. Le niveau de vie d'un pays dépend de son aptitude à produire des biens et services. La croissance économique est synonyme de production de biens et services, de

²BEITTON-A et al., « Dictionnaire des sciences économiques », 2^{ème} édition Armand Colin, Paris, 2007, p110.

création d'emplois et de richesses. Elle assure la prospérité économique, sociale et humaine.³

Il existe des divergences en termes de croissance économiques enregistrées par différents pays. En effet, dans les pays industrialisés par exemple, les USA et Europe de l'ouest, la croissance est plutôt régulière et modérée. Dans les pays émergents, exemple, les BRICS, la croissance économique est plus forte. Tandis que certains pays africains, en développement ou pays pauvres très endettés la croissance est faible. Ce que certains qualifient de tragédie de croissance africaine⁴. Toutefois, les miracles de la croissance enregistrés dans d'autres pays, tels que le Japon, Hong Kong ou le Singapour à titre d'exemples, invitent à questionner et relativiser les explications des contres performances des pays africains basées sur de multiples facteurs comme que le climat, la géographie, l'histoire...Ainsi, en quelques décennies, le Japon est passé de la position d'un pays abimé par la guerre au peloton de tête de l'économie mondiale⁵.

Les expériences des pays africains individuels vont à l'encontre de la tragédie. Ainsi, bonnes performances de croissance, enregistrées par l'Éthiopie et le Rwanda, provenaient de pays enclavés, ne s'appuyant pas sur les exportations des minerais. L'Éthiopie a complètement renversé l'argument méta-structurel en augmentant sa croissance plus rapidement depuis qu'elle est devenue enclavée, après la sécession de l'Érythrée dans les années 1990⁶.

Toutes ces divergences, nous incitent à comprendre les facteurs et sources de croissance économique.

³ ACHOUR T., « L'analyse de la croissance économique en Algérie », thèse De Doctorat en Sciences de gestion, option : Finances Publiques, université Abou BekrBelkaid, 2013-2014, p9.

⁴ Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, (2016), Politique industrielle et transformation pour l'Afrique, Chapitre 2 : De « La tragédie de la croissance africaine à l'émergence de l'Afrique »- Démystifier les mythes, p.22

⁵MURAT YILDIZOGLU, « Sources de la croissance économique », mémoire de l'université Bordeaux, France, avril 2014, p69.

⁶ ACHOUR TANIYAMNA, idem, 2013-2014, p11.

1.2. Les facteurs de la croissance économique

Face aux complexités de la croissance provoquée par l'amélioration de la technologie ou celle de l'augmentation de la quantité des ressources utilisées (les ressources naturelles, du travail, du capital) on distingue deux facteurs majeurs de la croissance économique qui sont attachés aux facteurs extensifs et intenses de la croissance économique.⁷

- La croissance extensive est réalisée grâce à la recherche des ressources supplémentaires et ne change pas la productivité moyenne du travail dans la société.
- La croissance intensive est liée à l'application des facteurs les plus complets de la production et des technologies, c'est-à-dire qu'elle est réalisée non pas en prenant sur la croissance de leur rendement.

Ces deux facteurs sont groupés selon les types de croissance économique :

- Les facteurs extensifs : l'augmentation des dépenses en capital et des dépenses de main-d'œuvre ;
- Les facteurs intenses : le processus technologique, l'économie d'échelle ;
- Le croissance du niveau d'instruction et du niveau professionnel des travailleurs, le perfectionnement de l'administration industrielle.

On peut diviser les facteurs de la croissance économique en trois groupes :

- Les facteurs d'offre (les ressources naturelles, les ressources en main-d'œuvre, le volume du capital fixe, la technologie) ;
- Les facteurs de demande (le niveau des dépenses globales) ;
- Les facteurs de la répartition (l'utilisation effective des ressources) ;

⁷DEKKICHE DJAMEL, « L'impact de l'ouverture sur la croissance économique de l'Algérie », mémoire de magistère en économie, Université d'Oran, Es-Sénia, 2011/2012, p29.

Les facteurs d'offre sont au premier plan, c'est pourquoi on définit la croissance économique à l'aide du décrochement dextre de la courbe.

L'augmentation du PNB est définie par l'accroissement des ressources et par l'augmentation de l'efficacité de leur utilisation. Le premier nécessite l'extension des facteurs extensifs de l'augmentation de proposition, la seconde avance au premier plan les facteurs intenses de son élargissement. A présent, dans les pays développés, les facteurs intenses jouent un rôle primordial dans la formation de la croissance économique⁸.

1.3. Les étapes de la croissance économique

Selon Rostow dans « The Stage of Economic Growth » en 1960, les sociétés sont dans un univers en perpétuel changement et les éléments qui les constituent sont en interaction. Le changement économique est dû alors à des faits qui ne sont pas relatifs à l'économie mais plutôt à l'évolution de cette société. Cette croissance se fait en cinq étapes⁹:

a- *Une société traditionnelle* dont la principale ressource étant l'agriculture de type familiale qui assure l'augmentation de la productivité. Dans cette société il est plus avantageux d'être propriétaire foncier pour avoir plus de revenus ;

b- *Les conditions préalables au décollage* : C'est une étape de transition pour les sociétés traditionnelles. Dans son analyse Rostow a remarqué que cette étape a commencé en Europe occidentale à la fin du XVII^{ème} siècle, notamment en Grande Bretagne. Cette étape est due à une décision politique pour permettre d'atteindre certains objectifs comme l'amélioration des conditions de vie. A partir de cette période on voit apparaître la création des institutions financières, des banques. Les échanges internationaux commencent à s'élargir avec de plus

⁸DEKKICHE DJAMEL, op.cit, p30.

⁹REASA MARIE JODIE, « Analyse de l'impact de la croissance économique sur l'environnement : cas de l'Algérie », mémoire du master en économie de développement durable et de l'environnement, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2016/2017, p18.

grands nombres de biens et de pays. Cette étape a donc montré que le progrès économique était possible ;

c- *Le décollage* : comme Rostow l'a stipulé dans son livre dans cette étape, la croissance devient une « fonction normale de l'économie ». On passe alors d'une économie agricole à une économie industrielle grâce au progrès technique. Ce dernier a été favorisé par l'augmentation des investissements étrangers, la mécanisation et l'industrialisation. Par conséquent, on voit un secteur agricole de plus en plus mécanisé, il y a donc une augmentation de la productivité agricole ce qui stimulerait la demande.

d- *La marche vers la maturité* : on voit que le commerce international se base sur la division internationale du travail et la spécialisation des tâches. Ainsi dans le secteur industriel, les industries lourdes laissent la place aux industries chimiques, électriques ce qui accélèrent progressivement la croissance économique. Cependant, Rostow stipule qu'il faut au « moins attendre 60 ans pour que l'économie atteigne la maturité » ;

e- *La consommation de masse* : les entreprises se focalisent sur la production de biens durables comme les voitures, les appareils électroménagers dont la consommation est portée sur le long terme. A l'exemple de Ford en 1914 a mis en place la chaîne de spécialisation. Ceci a eu comme impact l'augmentation de la productivité. D'autre part, on constate une augmentation de la population et donc de la main d'œuvre. Par conséquent, les salaires réels des ouvriers connaissent une hausse ce qui leur permet de consommer la production. Cependant, ces ouvriers n'utilisent pas leurs salaires uniquement pour la consommation mais ils les investissent dans la prévoyance et la sécurité sociale c'est alors le début de l'Etat providence.

Ainsi pour Rostow, l'évolution sociale cause l'évolution économique, l'économie est imbriquée dans le social. Il souligne l'importance de la famille

qui est le facteur de l'évolution sociale. La croissance économique selon Rostow serait donc une succession de phases.

1.4. Les sources de la croissance économique

Dans certains pays entre 1998 et 2008, la contribution des différentes sources de la croissance économique est en points de %. En prenant les statistiques de l'exemple suivant : en France la somme des sources est égale au taux de croissance annuel moyen du PIB 1,75 %¹⁰.

Il est important de mentionner que l'intérêt d'avoir et de maintenir la croissance économique dans un pays est qu'elle contribue à la sécurité sociale, à l'amélioration des salaires et au bien-être des travailleurs, ainsi qu'au développement et au financement du secteur public.

À cet égard, le CNP (2019, 2020 & 2021) met en évidence l'importance d'avoir une croissance économique, en soulignant que cette-dernière¹¹ :

- Détermine l'évolution du niveau de vie de la population,
- Est importante pour financer la sécurité sociale,
- Élargi les possibilités de choix politiques des autorités,
- Entraîne une augmentation des recettes fiscales et une diminution des dépenses sociales,
- Constitue une condition préalable pour que les autorités soient en mesure de répondre aux récessions et aux chocs économiques.
- Et contribue à parvenir à une économie plus durable, inclusive et résiliente, particulièrement en temps de crise.

¹⁰REASA MARIE JODIE, op.cit, p19.

¹¹ SANCHEZ ZUNIGA, CINTIA TATIANA, « La productivité : son importance et comment l'améliorer au travers d'une nouvelle approche managériale ? ». Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, Université catholique de Louvain, 2022. pp3-4 Prom. : Denayer, Luc ; Auquier, Bauduin. <http://hdl.handle.net>, consulté le 05/02/2025 à 10H19

En outre, le CNP (2019) souligne que la poursuite d'une croissance faible de la productivité entraînerait des conséquences négatives, car la croissance de la productivité mesurée par le PIB détermine le revenu par habitant. Donc, « les pays où la croissance de la productivité est plus forte ont également enregistré une hausse plus importante du revenu réel du travail ¹²»

Les facteurs travail et capital contribuent fortement à la croissance du PIB (c'est le cas des États-Unis et du Canada, où la croissance est de nature plutôt extensive : aux États-Unis, par exemple, la contribution des facteurs capital et travail représentent plus de la moitié de la croissance annuelle moyenne : 1,8 pt/2,8 %) ; dans d'autres pays, la productivité globale des facteurs (le progrès technique), contribue principalement à la croissance économique (c'est le cas du Japon, où la croissance est plutôt de nature intensive : 1,6 pt/2,10 %).

1.4.1 L'accumulation des facteurs de production

Les facteurs de production jouent un rôle important dans l'augmentation de gains de productivité, dont, si on augmente les facteurs de production (l'ensemble des éléments combinés par l'entreprise qui permettent de produire des biens et des services = le facteur travail qui correspond à la main d'œuvre et le facteur capital qui correspond aux biens de productions durables), les quantités produites vont augmenter. Par exemple, une entreprise fait un investissement de capacité (achat d'une nouvelle usine) : elle va augmenter les quantités produites. Il y aura donc croissance économique.

On s'aperçoit que ces facteurs de production n'expliquent pas entièrement la croissance réalisée. Alors forcément un autre facteur intervient dans la réalisation de la croissance. On repère cet autre facteur, le résidu, par déduction: c'est l'écart entre la hausse de la production et la contribution des facteurs de production supplémentaires (travail et capital) qui est appelé «résidu» par les économistes.

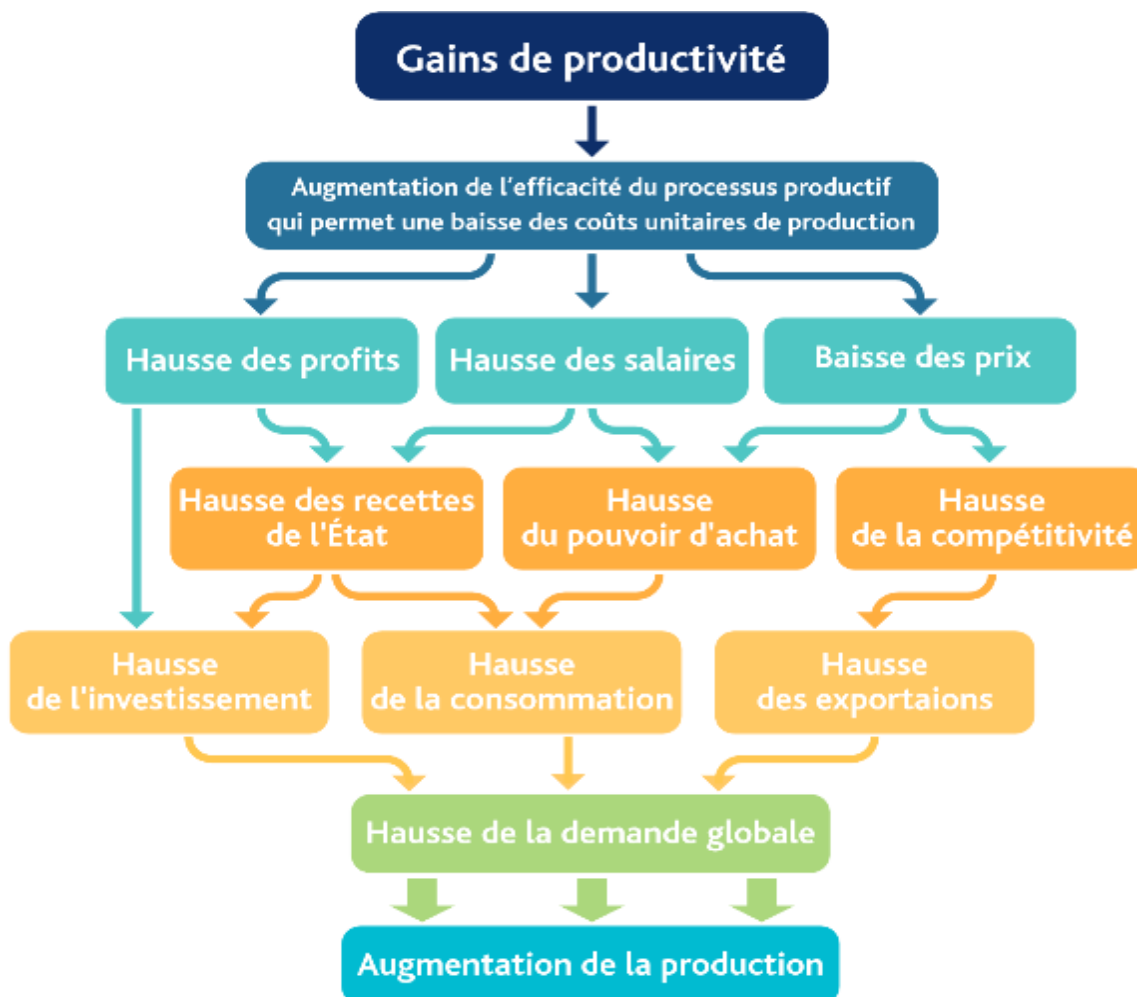
¹² SANCHEZ ZUNIGA, CINTIA TATIANA, op.cit, p4.

1.4.2. Le rôle du progrès technique

Le « résidu » est la partie de la croissance économique qui vient d'une plus grande efficacité de la combinaison des facteurs de production, c'est-à-dire d'une amélioration de la productivité globale des facteurs.

Le progrès technique incorporé dans le capital, dans la formation des salariés, dans une meilleure organisation du travail sont sources d'efficacité pour les entreprises, qui vont ainsi pouvoir augmenter les quantités produites.

Figure N°01 : Représente les gains de productivité.



Source : SAVOYE P., « *Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?* », Hachette, p3, sous le site : <https://www.belin-education.com/>, consulté le 12/02/2025 à 13h00

1.4.2.1. Productivité du travail : L'OCDE (2001) définit la productivité du travail comme :

- a) Le rapport entre de l'indice de quantité de la valeur ajoutée et l'indice de quantité du facteur travail (en termes de valeur ajoutée)
- b) Ou, le rapport entre l'indice de quantité de la production brute et l'indice de quantité du facteur travail (en termes de production brute).

En outre, L'OCDE (2001) note que la productivité du travail est un indicateur utile, car elle renvoie au facteur de production le plus important, c'est à dire le travail. En plus, elle souligne également le rôle clé que la productivité du travail joue dans le calcul des niveaux de vie, exprimés en revenu par habitant, ce qui lui confère une importance significative dans l'action publique.

La productivité moyenne du travail peut être définie comme $q=Y/L$.

Les productivités du travail sont calculées pour l'ensemble de l'économie et pour les principales branches d'activité sur la période 2015-2023. Le tableau s'est après nous rassemble les facteurs de production (travail et capital).

Tableau N° 01 : Facteurs de production

Facteurs de production	Le facteur TRAVAIL		Le facteur CAPITAL
	Sur un plan quantitatif	Sur un plan qualitatif	
Formes concrètes des facteurs de production	Main-d'œuvre Durée du travail	Qualification	Biens de production
Qu'est-ce qui permet l'accumulation des facteurs de production à l'échelle du pays ?	L'augmentation de la population active		L'investissement
Qu'est-ce qui mesure son efficacité ?	La productivité du travail		La productivité du capital
Qu'est-ce qui augmente son efficacité ?	La formation, l'organisation du travail , le capital		Le progrès technique

Source : Document 1, Belin éducation, « quels sont les sources et les défis de la croissance économique ? », p20, sous le site : <https://www.belin-education.com/>, consulté le 12/02/2025 à 13h13

1.4.2.2. Productivité du capital : L'OCDE (2001) définit la productivité du capital comme le rapport entre l'indice de quantité de la valeur ajoutée et l'indice de quantité du facteur capital (en termes de valeur ajoutée). Ainsi, elle précise que la mesure de la productivité de capital peut aussi être effectuée en termes de production brute.

Tableau N°02 : Vue d'ensemble des principales méthodes de la productivité.

Type de facteur de production estimé				
Méthode de la mesure de la production	Travail	Capital	Capital et travail	Capital, travail et facteur de production intermédiaire (énergie, produits intermédiaires, services).
Concept de la production brute	Productivité du travail (fondée sur la production brute) productivité du travail (fondée sur la valeur ajoutée)	Productivité du capital (fondée sur la production brute) productivité du capital (fondée sur la valeur ajoutée)	PMF Capital – Travail (fondée sur la production brute) PMF capital - travail fondée sur la valeur ajoutée	Productivité multifactorielles KLEMS
Méthode de mesure de productivité fondée sur un seul facteur			Méthode de mesure de la productivité fondée sur plusieurs facteurs PMF	

Source : *Revue économique de l'OCDE n°33, 2001/II, p3.*

Par rapport à la qualité des mesures existantes du facteur capital, l'OCDE¹³ (2001) souligne qu'elle « pâtit généralement d'une base empirique insuffisante. Ainsi, les études empiriques visant à déterminer la durée de vie des actifs, ainsi que leurs profils âge-efficience et âge-prix, sont trop rares et souvent périmées.»

¹³Revue économique de l'OCDE n°33, 2001/II, p3.

1.4.2.3. La productivité globale des facteurs de production (PGF)

La contribution à la croissance du facteur travail, du facteur capital et de la PGF (productivité globale des facteurs) est généralement mesurée en point de %, et après-guerre jusqu'au milieu des années 1970, la PGF a contribué à environ 2/3 de la croissance du PIB sur cette période. Des mesures plus récentes pour la France comme pour d'autres pays montrent que le rôle la productivité (PGF) dans la croissance économique est très important. Sans cette PGF, qui correspond au progrès technique (mais aussi « la part de notre ignorance ») la croissance économique aurait été bien plus faible.

Si la contribution de la PGF (résidu) est relativement importante (sans qu'il y ait de seuil établi) par rapport à la contribution des facteurs de production travail-capital, on parlera de croissance intensive. Ce fut le cas pendant les « 30 glorieuses » en Europe.

1.4.3. Croissance intensive et croissance extensive

Les sources de la croissance permettent de qualifier la nature de la croissance économique. En effet, si la contribution de la PGF (résidu) est relativement faible par rapport à la contribution importante des facteurs de production travail-capital, on parlera de croissance extensive. Ce fut le cas (particulièrement) dans la Russie des années 1950. La croissance économique était due à la mise au travail de la population (évolution démographie importante, travail des femmes ...).

L'intérêt d'une croissance intensive, contrairement à une croissance extensive, est bien que la production par tête est plus importante, là, le niveau de vie est en mesure d'augmenter (toutes choses égales par ailleurs).

L'augmentation de la PGF est cruciale dans la mesure où elle permet d'élever les niveaux de vie (quantités de biens et services dont profitent les

individus, mesurés parfois par le PIB/habitant). C'est le cas aujourd'hui des pays émergents comme la Corée du sud.

1.4.4. Le rôle des institutions

Les institutions de qualité jouent un rôle efficace pour influencer la croissance de la productivité. D'une part, elles exercent de l'influence sur les déterminants économiques et sociaux. D'autre part, les politiques macroéconomiques et microéconomiques se manifestent sur la politique sociale ; la structure des marchés financiers ; le système éducatif ; la politique de santé et de sécurité au travail, ainsi que, le système juridique et l'organisation administrative de l'État.

Les économistes ne s'entendent pas tous sur les conditions macroéconomiques propices à la croissance de la productivité. Parmi les éléments de la politique microéconomique pouvant influencer la productivité, il y a lieu de mentionner notamment la fiscalité et la réglementation s'appliquant au marché du travail, aux entreprises et à leur mode de financement¹⁴.

Pour ce qui concerne ces éléments, une abondante littérature tente d'établir leur lien de causalité avec la productivité. Une critique récurrente des mesures empiriques est que l'on ne peut jamais avoir la certitude que la corrélation mesurée est synonyme de causalité. La complexité des interactions, de même que le déploiement de variables d'environnement, peuvent faire en sorte que le modèle ne capte pas adéquatement tous les éléments nécessaires ou n'arrive pas à identifier toutes les relations de cause à effet qui peuvent exister¹⁵.

Le rôle que joue l'État dans l'économie d'un territoire et le progrès technologique, les structures économiques ne cessent de modifier et impacter la mesure du PIB car ces effets sont difficiles à intégrer dans cette mesure. Et

¹⁴ MARCO WAGENER (président) et DANIEL BECKER (secrétaire générale), « Analyse de la productivité, de ses déterminants et de ses résultantes, dans un contexte international », CES/PRODUCTIVITE, Luxembourg, le 10 janvier 2018, p9.

¹⁵ Ibid, p9

finalement, étant donné que le PIB montre la richesse d'un pays certains pays peuvent s'avérer être riche mais leur niveau d'éducation ou d'espérance de vie peuvent être faibles. Il existerait alors une forte disparité sociale et économique entre ces pays. Le PIB ne reflète donc pas ces disparités¹⁶.

Outre, la nouvelle technologie qui joue un rôle primordiale, qui peut contribuer à augmenter les gains de productivité. A cet égard, Du Granrut (2017) note que « les entreprises les plus productives sont celles qui sont capables de combiner de façon optimale leur capital technologique avec leur capital humain dans leur processus de production.»¹⁷.

Section 2 : Les indicateurs de mesure de la croissance et leurs limites

La croissance économique est considérée comme l'indicateur économique le plus important et l'objectif de toute politique économique d'une part, elle reflète la réalité des performances économiques et mette en évidence la situation économique du pays, ce qui permet de mesurer et de limiter les visions économiques et de mettre en évidence dans quelle direction évolue l'économie et, d'autre part, elle exprime l'ampleur de l'amélioration du bien-être de la société. De ce point de vue, la croissance a une signification économique et sociale.

2.1. Les indicateurs de mesure

La mesure de la croissance économique s'appuie sur de nombreux agrégats économiques : le taux de croissance, le produit national brut (PNB), le produit intérieur brut (PIB) et la parité de pouvoir d'achat (PPA).

¹⁶REASA MARIE JODIE,op.cit, p19

¹⁷ CHARLES DU GRANRUT, « Le ralentissement des gains de productivité : La technologie au cœur des débats », revue *Futuribles*, n°417, Paris, 2017, p69, disponible sous le site : <https://doi.org> consulté le 08/01/2025 à 02h45

2.1. 1. Le taux de croissance

Le taux de croissance est le pourcentage de variation de la production de biens et services d'une année à l'autre. Ce taux de croissance permet de faire la comparaison entre le bien être économique national et international ainsi que de faire des prévisions sur l'évolution du cycle économique¹⁸.

Le taux de croissance se calcule comme suit :

$$\frac{\text{(valeur de la variable de 2^{ème} année – valeur de la variable de la 1^{er} année)} \times 100}{\text{valeur de la variable de la 1^{er} année}}$$

2.1.2. Le Produit National Brut (PNB)

Le PNB est un agrégat employé par certaines organisations internationales à des fins de comparaison entre les pays. Il repose sur le critère de nationalité. Il comptabilise la production des facteurs de production nationaux, qu'ils soient produits par les résidents ou les non résidents. Il diffère du PIB par la prise en compte des revenus reçus ou versés, du reste du monde¹⁹.

Le PNB est donné par la formule suivante :

$$\text{PNB} = \text{PIB} + \text{revenu des facteurs versés par reste du monde} - \text{revenu de facteur versé à l'étranger}$$

2.1.3. Le produit intérieur brut (PIB)

Le produit intérieur brut est considéré comme un indice de progrès économique et social, reste une mesure comptable de la valeur ajoutée de la

¹⁸ ACHICHE ANIA et HAKKOUM DYHIA, L'impact des réformes économiques sur le commerce extérieur en Algérie (1963-2019), mémoire master en sciences financières et comptabilité, université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2018/2019, p35

¹⁹ BERNARD.B, YVES.S., « Initiation à la macroéconomie' », Edition Dunod, 9^{ème} édition, Paris, 2007, p36 .

production d'une région, son incompatibilité avec une évaluation de la soutenabilité a été mise en évidence : il rassemble des mesures de flux, donc ne retranscrit pas l'état des stocks de ressources et laisse de côté la soutenabilité sociale (le PIB est notamment « aveugle » aux inégalités socioéconomiques) et environnementale, ainsi que les aspects qualitatifs de l'activité économique.²⁰

La conception économique de la croissance est une variation positive de la production et des services dans une économie sur une période inférieure, généralement une période plus longue. En pratique, la conception de l'année de développement de cette année est mise en avant par P.I.B. (Produit intérieur brut) ou le P.N.B. (Produit national brut).

Les travaux sur la croissance économiques s'organisent principalement autour de quelques variables-clé²¹, qui fait appel au PIB par tête.

Le produit intérieur brut (PIB - Y) Il représente la valeur des biens produits dans le pays. Il correspond aussi aux revenus générés dans le pays par cette production. Son taux de croissance est la variable clé utilisée pour caractériser la croissance économique.

Le PIB dépend bien sûr de la taille du pays.

Population (N) La population totale du pays. Elle mesure notamment la taille du pays.

PIB/tête Cet indicateur permet de comparer les productions des pays en tenant compte de leur taille relative:

- ❖ Y/N . C'est la variable principale utilisée dans l'analyse empirique de la croissance économique.

²⁰GÉRALDINE DUCOS, en collaboration avec Blandine Barreau, « Quel France dans 10 ans ? - la notion d'analyse, septembre 2014. consulté le 19/01/2025 sur le site : <https://www.strategie.gouv.fr> à 10h06.

²¹MURAT YILDIZOGLU, « Sources de la croissance économique », Université Bordeaux – France, avril 2014, p10.

- ❖ Population active (L) C'est la partie de la population qui participe à la production de biens et services.
- ❖ PIB/ouvrier (y) La production moyenne réalisée par chaque membre de la population active.
- ❖ $y = Y/L$. C'est la variable principale qui est utilisée dans l'analyse théorique de la croissance économique.

2.1.4. La parité du pouvoir d'achat (PPA)

La parité de pouvoir d'achat désigne un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer les pouvoirs d'achat des différentes monnaies dans une même unité. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même bien ou service. Ce taux de conversion peut être différent du taux de change²².

3.1. Les limites des agrégats de mesure (inégalités, non prise en considération des activités souterraines, bénévolat...).

De manière générale, les mesures réelles de la production, et donc par ailleurs celles liées à la productivité, pourraient être améliorées si le PIB était corrigé afin de prendre en CES/PRODUCTIVITE (2017) compte la production indésirable (p.ex. les émissions nocives). Les mesures standard de la croissance de la productivité multifactorielle ignorent souvent la contribution de l'épuisement ou de l'utilisation des ressources naturelles, tels que gisements (p.ex. pétrole, gaz, cuivre, plomb), terrains et sols, eau douce, populations naturelles de poissons et forêts vierges, alors que le revenu généré par ces actifs entre dans le PIB. Une productivité accrue peut donc parfois résulter d'une plus forte utilisation des ressources naturelles.

²²GÉRALDINE DUCOS, en collaboration avec Blandine Barreau, « Quel France dans 10 ans ? - la notion d'analyse, septembre 2014. consulté le 19/01/2025 sur le site : <https://www.strategie.gouv.fr> à 10h15.

Alors que les coûts d'investissement dans la lutte contre la pollution sont pleinement pris en compte dans les mesures classiques de la croissance de la productivité (en termes de moyens de production, y compris le travail et le capital produit), les bénéfices tirés de tels investissements ne le sont pas, car la pollution n'est pas considérée comme un produit du processus de production.

D'autre part, les effets de la numérisation et de l'émergence d'une économie collaborative ou économie « du partage », avec ses nouveaux modèles d'entreprise (cf. AirBnB ou Uber) rendus possibles par des plateformes numériques (« entreprise à consommateur » ou « pair à pair »), pourraient à terme défier les mesures classiques de la productivité en ne prenant pas en compte la production et les transactions entre ménages, voire le travail souvent fourni à titre gratuit par les utilisateurs des dites plateformes.

D'autres problèmes méthodologiques et de mesure liés aux différents facteurs de production, notamment le capital, seront abordés au fur et à mesure dans les chapitres qui suivent²³.

Étant donné que la mesure du PIB est complexe, il existe trois changements majeurs dans la mesure du PIB. En effet selon le rapport Meadows, la mesure du PIB ne tient compte que de la production uniquement mais ne considère pas dans ses calculs l'effet de celle-ci sur le capital naturel, sur l'environnement. Elle n'intègre pas l'amortissement du capital naturel, et ne mesure ainsi que la production brute. Il faut donc évaluer monétairement la dégradation de l'environnement, l'exploitation des ressources non renouvelables etc. Ensuite l'intégrer dans la mesure du PIB.

²³ MARCO WAGENER (président) et DANIEL BECKER (secrétaire générale), « Analyse de la productivité, de ses déterminants et de ses résultantes, dans un contexte international », CES/PRODUCTIVITE, Luxembourg, le 10 janvier 2018, pp12-13.

Ainsi pour prendre en compte de toutes ces limites dans la mesure du PIB, certains comptes ont été établis pour donner une mesure plus ou moins relative du PIB aux problèmes actuels²⁴. On distingue ainsi :

- Le compte satellite pour le domaine de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, du transport, logement.
- Le système de comptabilité économique et environnementale intégré qui retrace en unité physique la consommation de matières premières, de déchets de pollutions, de stock de ressources naturelles...

D'autres parts, il existe d'autres indicateurs alternatifs que sont :

4.1. Les indicateurs alternatifs de la croissance

Face à la difficulté de la mesure du PIB, aux limites dues au fait que cette mesure n'est pas adaptée aux contextes actuels, des organismes internationaux comme le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), la Banque Mondiale, l'Institut Américain Redefining Progress, La Commission Européenne, ont proposé des indicateurs alternatifs à la croissance qui sont ²⁵:

L'IDH ou L'Indicateur de Développement Humain, proposé par le PNUD, incluant ainsi en plus du PIB l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation (taux et de scolarisation d'alphabetisation) ;

- L'épargne véritable proposé par la Banque Mondiale qui mesure la variation du capital économique, humain, naturel d'un pays à l'issue d'un cycle de production. Elle se base sur la mesure standard de l'épargne brute et permet de déduire le niveau de la consommation fixe, les investissements en capital humain comme l'éducation, la réduction des stocks de ressources naturelles consommées (énergies, minerais, fossiles) et les dommages causés par l'émission de CO₂ ;

²⁴REASA MARIE JODIE, op.cit, pp19-20

²⁵Ibid, p21

- Outre cela en 1995, l'Institut Américain Redefining Progress propose comme indicateur le progrès véritable tandis que la Commission Européenne met en place 155 indicateurs pour étudier le développement durable et accentue sur le fait que le PIB doit considérer le développement économique;
- D'autre part, certains ONG comme Global Footprint Network proposent l'empreinte écologique. Elle utilise l'hectare comme unité de mesure et non la monnaie et elle tient compte plutôt de la consommation que de la production. Elle permet de mesurer l'effet de la consommation d'une population donnée sur le sol et l'océan. C'est-à-dire, elle évalue à quel niveau cette consommation réduit la surface du sol et impacte l'océan qui ne sont notamment que le lieu de reproduction de certains animaux, elle évalue aussi le niveau de stock de déchets. Ce qui fait que si l'empreinte écologique dépasse la biocapacité qui est « la capacité de la terre à produire ses ressources et absorbe les déchets » alors la capacité que la terre a pour se régénérer est dépassée. En d'autres termes elle exprime en hectare le besoin en environnement.

Section 3 : Principales théories de la croissance

Nous pouvons distinguer deux principales théories de la croissance économique qui sont:

3.1. Les théories néoclassiques²⁶

L'approche de Solow a été développée successivement par Ramsey (1928), Solow (1956), Swan (1956), Cass (1965) et Koopmans (1965). L'économiste américain Robert Solow né en 1924 (Prix Nobel en 1987), est la figure centrale de ce modèle. Dans ses œuvres « Contribution à la théorie de la croissance

²⁶ZIDANI ABDELHAMID, TERRAK ABDELGHANI, « Exportation hors hydrocarbures, processus et contrainte cas groupe SAIDAL », Mémoire de fin d'études, Université Mouloud MAMMARI, Tizi-Ouzou, 2018, p6.

économique (1956) », « Changement technique et fonction de production globale (1957) », et « Croissance néoclassique à proportions fixes (1966) », il attribue l'origine de la croissance économique aux évolutions démographiques et technologiques, mettant en évidence le caractère transitoire de la croissance en l'absence de progrès technique. Dans son modèle, Solow identifie deux sources de croissance : une source endogène c'est-à-dire l'accumulation du capital, et une source exogène, la quantité de travail disponible. L'accumulation du capital (part non consommée de la production) est déterminée par le modèle contrairement à la quantité de travail disponible. Pour Solow, la cause du ralentissement et voir même de la stagnation de la production, vient du fait que la fonction de production est à rendements d'échelles constants et la productivité marginale du capital est décroissante et tend vers zéro. Par conséquent, l'accumulation du capital permet l'augmentation de la production mais à un rythme de plus en plus lent étant donné que le travail est constant. De ce fait, il considère que l'accumulation du capital ne peut contribuer à la croissance qu'à moyen terme, et que seul le progrès technique est apte à soutenir la croissance sur le long terme. Suivant ce raisonnement, il ajoute que les actions politiques visant à l'augmentation du taux d'épargne ou la croissance démographique, vont seulement permettre d'accélérer transitoirement la croissance de la production et du capital. Ainsi, le résultat sera seulement l'obtention d'une croissance capitaliste où le revenu par tête est plus élevé sans pour autant assurer une croissance à long terme (changer le rythme de croissance de l'économie). Pour Solow la croissance est naturelle et par conséquent, ne dépend pas de la sphère économique. Toutefois, le modèle de croissance décrit par Solow ne peut être optimal que grâce aux interventions extérieures et aux rôles prépondérants de l'Etat.²⁷

²⁷ MOUNABAHA MOINDJIE, op.cit., pp18-19.

3.2. Théorie de la croissance endogène²⁸.

La théorie de la croissance endogène critique le modèle de Solow qui n'arrivait pas à expliquer que malgré les progrès techniques considérés comme exogènes la croissance économique ne perdurait pas sur le long terme.

Dans cette présente théorie, la croissance est considérée comme endogène, elle est autoentretenu c'est-à-dire que c'est la croissance elle-même qui produira de la croissance. Le progrès technique est alors considéré comme endogène. Il devient le résultat de l'activité économique car les entreprises ont besoin de gain de productivité pour faire face à la concurrence.

Le progrès technique produit alors des externalités positives améliorant la croissance avec des rendements stables voir même croissants. Ainsi, les économistes de la croissance endogène vont proposer des modèles permettant selon chacun d'eux d'identifier les déterminants importants de l'économie.

Trois économistes ont développé la théorie de la croissance endogène Paul Romer, Robert Lucas, Robert Barro. Chacun d'eux ont montré que l'accumulation de capital pouvait donner la croissance endogène.

Pour Paul Romer, l'investissement comprenant les nouvelles technologies (capital technique et technologique) produirait une accumulation de connaissance. On aurait donc un effet de feedback car cela va permettre d'incorporer à nouveau un capital technologique beaucoup plus moderne produisant de nouvelles connaissances. La croissance pourrait donc durer sur le long terme.

Pour Robert Lucas, le capital humain (amélioration de la formation des salariés permettant une productivité supérieure de ces derniers car ils peuvent mieux travailler) peut entraîner des externalités positives. En effet si les travailleurs vont migrer vers d'autres entreprises, ils peuvent emmener avec eux

²⁸REASA MARIE JODIE,op.cit, pp16-17

leurs nouvelles connaissances on aura un échange de matières grises, ce qui entrainera de nouvelles améliorations pour l'ensemble de l'économie.

Quant à Robert Barro, il insiste sur l'investissement en capital public (l'éducation, l'infrastructure, la recherche fondamentale). L'investissement dans l'éducation augmente le capital humain, dans l'infrastructure il faciliterait le transport, la télécommunication. Dans la recherche fondamentale il aiderait à stimuler l'innovation et le développement du capital technologique. La croissance économique serait donc autoentretenu¹³. Barro montre ainsi le rôle important de l'Etat dans l'investissement public pour permettre la croissance économique.

Conclusion du chapitre

Dans ce présent chapitre nous avons arrivé à une conclusion que la croissance économique et sa mesure sont relativement récentes. Il existe en fait une distinction fondamentale concernant la forme de la croissance. Ainsi, la croissance du PIB peut être entraînée par un accroissement de la quantité des facteurs de production. Dans ce cas, il s'agit d'une croissance extensive. L'autre façon de générer de la croissance est liée plutôt à l'amélioration de la productivité globale des facteurs. Dans ce cas, plusieurs explications ont été données par les théoriciens de la croissance endogène, à l'instar de l'effet du capital public, du capital technologique ou du capital humain. D'autres explications sont orientées vers le rôle des institutions. La croissance est liée aussi à l'ouverture économique cette question fera l'objet des deux chapitres suivants.

Chapitre II

Ouverture économique :

**Repères théoriques et indicateurs de
mesure**

Introduction du chapitre

Le commerce international est un ensemble des échanges de biens et services entre les nations, il permet à un pays de consommer plus que ce qu'il produit avec ses ressources propres et d'élargir ses débouchés afin d'écouler sa production.

Le principal constat qui est fait actuellement est que les échanges internationaux de marchandise et de service ont progressé beaucoup plus rapidement que la production mondiale.

Dans ce chapitre de notre étude, au premier lieu nous présentons les principales théories du commerce international qui expliquent les raisons par lesquels la croissance se diffère d'une nation à autre, et au deuxième lieu nous aborderons les conditions empiriques de la croissance économique.

Section 1 : Les théories du commerce international

Dans cette présente section nous avons mis l'accent sur les différentes théories de la croissance actuellement en vigueur, nous concentrerons sur les trois principales théories suivantes : *La théorie mercantiliste ; Les théories traditionnelles et le renouvellement des théories du commerce international.*

1.1. La théorie mercantiliste du commerce international

La théorie mercantiliste a connue ses origines dans le XVII^e siècle qui est décrit par la première fois par Emile James ce dernier est apparu comme « une époque spécialement difficile à caractériser, à cause de ses tâtonnements intellectuelles »²⁹. cette époque se caractérise par³⁰ :

- Les grands découvertes qui élargissaient l'horizon du monde, qui ont ouvert de nouvelles, routes commerciales et qui ont provoqué un bouleversement des mentalités décisif pour la pensée économique ;

²⁹ JAMES. E. « Histoire sommaire de la pensée économique », 1969, p46.

³⁰ DEKICHE DJAMEL, « L'impact de l'ouverture sur la croissance économique de l'Algérie », mémoire de magister en économie, Université d'oran Es-Sénia, 2011/2012, p6.

- L'émancipation à l'égard de l'église et des conceptions médiévales : se traduit « par une disparition de la mauvaise conscience de la recherche du gain ; la richesse cesse d'être condamnable »³¹.
- La renaissance, qui permet de redécouvrir la nature et la vie à travers le détour étonnant de l'antiquité. La renaissance est aussi une puissante curiosité intellectuelle qui va se traduire par un mouvement vers la rigueur, l'émergence de nouveaux rapports avec l'homme et le divin, libérés du règlement du rituel.

En reconnaissant l'importance du rôle du marchand et la légitimité de l'activité économique, les mercantilistes ont favorisé le développement des échanges, en particulier des échanges internationaux, par l'importance qu'ils accordent dans leur doctrine à la balance commerciale. Selon cette doctrine, qui fait de l'échange un élément de prospérité des nations, l'intervention de l'État dans le domaine économique est souhaitable dans la mesure où il peut permettre un accroissement de la richesse, en particulier des possessions d'or et des métaux précieux.³²

1.2. Les théories traditionnelles du commerce international

Traditionnellement, les économistes ont accordé une grande attention aux théories les plus importantes de la croissance économique, car ils se sont appuyés dans leurs analyses pour arriver à des réponses universelles liées à la question des origines de la croissance économique et de sa nature équilibrée ou déséquilibrée, afin de comprendre les mécanismes de la croissance, on a abordé les deux théories traditionnelles les plus connus qui sont: les théories classiques et les théories néoclassiques.

³¹ SAMUELSON ALAIN, « Les grands courants de la pensée économique », OPU, Alger, 1993, p20.

³²Battiau Michel «Le commerce international » édition ellipse, Paris, 2002.

1.2.1. Les théories classiques

Les économistes classiques ont été les premiers à étudier les échanges internationaux, leurs objectifs étaient de montrer que le libre échange pouvait être un facteur de croissance.

a. Théories des avantages absolus (Adam Smith 1776)³³

Adam Smith fut le premier dans la recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, selon cette théorie, pour échanger chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il possède un avantage compétitif absolu vis-à-vis des autres pays et d'acheter à l'étranger ce que les producteurs extérieurs peuvent fabriquer à faible coût. Le pays qui parvient à produire un bien avec moins de facteurs de production que les autres pays, obtient un avantage absolu, c'est le principe de division du travail que Adam Smith applique au contexte international. Si chaque pays, après l'ouverture à l'échange, se spécialise dans le produit pour lequel il a un avantage absolu, il en résulte un gain mondial.

Le commerce extérieur selon A.SMITH est donc nécessaire pour écouler les excédents de production suivant le principe de l'avantage absolu, c'est-à-dire par rapport aux coûts de production absolus. Ce qui signifie qu'un pays est susceptible d'importer une marchandise si sa production est plus coûteuse que son importation. Par contre, il pourra exporter ses produits si ses coûts son plus avantageux que ceux d'autres pays. Ainsi une spécialisation internationale s'opérera entre les nations dans les productions pour lesquelles elles ont un avantage absolu. Ceci ne sera possible cependant que dans le cadre d'un système de libre-échange. ⁽³⁴⁾

³³ GHAROUT NACERA, KERBICHE SAMIRA, « Etude sur les procédures d'une opération d'importation cas de Eniem », Mémoire de fin d'études, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2016/2017.

³⁴ B. GUENDOZI : « Relations économiques internationales » ; éd. El Maarifa, Alger, 2008, p23.

En outre, le commerce international comprend toutes les opérations sur le marché mondial. Il est l'organe regroupant les divers pays du monde engagés dans la production de biens destinés aux marchés étrangers.

b. Théorie des avantages comparatifs (David Ricardo 1817)³⁵

Chaque pays a intérêt à se spécialiser et à participer au commerce international même s'il n'a pas d'avantage compétitif absolu et quel que soit son niveau de développement, autrement dit, un pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose d'un avantage comparatif par rapport aux autres pays et à acheter les biens qu'il n'a pas produits. A ce titre David Ricardo développe une nouvelle approche de l'échange international fondée non plus sur l'analyse des coûts absolus de production mais plutôt sur l'étude des coûts relatifs.

On trouve certaines remarques concernant l'influence de l'utilisation des méthodes améliorées dans l'agriculture et dans l'industrie. Pour l'agriculture Ricardo arrive à une conclusion que les innovations diminuent le prix de blé et font baisser la rente et qu'en conséquence les propriétaires ne sont nullement encouragés à les introduire sur leurs terres. Raisonant sur les effets immédiats, il oublie de considérer les effets à long terme. Or selon sa propre théorie, la baisse du prix du blé devrait entraîner, une augmentation de la population, la mise en œuvre de nouvelles terres, moins fertiles, et l'augmentation de la rente¹. Un pays qui aurait un avantage absolu dans tous les secteurs économiques aurait intérêt, malgré cela, à se spécialiser³⁶.

Les échanges de vin et de drap entre l'Angleterre et le Portugal est l'exemple bien connu que Ricardo développe dans son ouvrage « Les principes de l'économie politique et de l'impôt » :

³⁵ ZIDANI Abdelhamid, TERRAK Abdelghani « Exportation hors hydrocarbures, processus et contrainte cas groupe SAIDAL », Mémoire fin d'étude, Université Mouloud MAMMARI de Tizi-Ouzou, 2018, pp5-6.

³⁶ ZIDANI Abdelhamid, TERRAK Abdelghani, op.cit, p6.

Exemple : Avec un nombre d'heures de travail donné, le Portugal produit 20 mètres de drap et 300 litres de vin tandis que l'Angleterre produit 10 mètres de drap et 100 litres de vin. L'Angleterre est donc désavantagée dans les deux productions.

Ricardo montre que l'Angleterre a pourtant intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il possède l'avantage le plus fort (vin, Portugais), ou le désavantage le plus faible (drap, Anglais).³⁷ Où elle possède un avantage relatif, car avec 10 mètres de drap elle obtiendra 150 litres de vin du Portugal (contre 100 chez elle). A l'inverse, le Portugal devra se spécialiser dans la production vinicole puisque l'échange avec l'Angleterre de 300 litres de vin Portugais lui permettra d'obtenir 30 mètres de drap Anglais au lieu de 20 mètres de drap Portugais³⁸.

Tableau N°03 : Les avantages comparatifs (Nombre d'heures de travail nécessaire)

	01 tonneau de vin	100mètres de drap
Portugal	80	90
Angleterre	120	100
Coûts relatifs Portugal/Angleterre	67%	90%

Source : DEKKICHE DJAMEL, op.cit, p19.

On conclut que cette théorie d'après Ricardo, ce n'est pas le niveau des coûts mais leurs structures qui gouvernent la spécialisation internationale même en absence d'avantage absolu la spécialisation peut se révéler avantageuse en se spécialisant dans le bien pour lequel ils disposent de la productivité. C'est une

³⁷ GUENDOZ BRAHIM, « Relations économiques internationales » ; éd. El Maarifa, Alger, 2008, p28.

³⁸ BERTRAND NEZEYS, « Commerce international, croissance et développement », édition ECONOMICA, 1990, p143.

théorie en faveur d'une division internationale du travail et de libre-échange. La spécialisation de chaque pays permet une économie de facteur travail favorisant les gains de productivités et la hausse du volume produit.

c. Le commerce international chez Marx

Selon la théorie de Ricardo le commerce international trouve sa source auprès de Marx (1818-1883), il admet que le niveau des coûts n'est pas constant, il reflète les différences de niveaux de développement des pays et plus précisément les écarts dans leurs niveaux d'industrialisation³⁹.

Marx n'accepte pas l'apologie du libre échange de l'économiste classique. Il considère que le libre échange accroît les inégalités entre les nations et qu'il est un instrument d'investissement. C'est ainsi : Le libre échange selon Marx.

«Dans l'Etat actuel de la société, qu'est-ce donc que le libre-échange c'est la liberté du capital. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur, tous les phénomènes destructeurs que la libre concurrence fait maître dans l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des proportions plus étendus sur le marché de l'univers. Si les libre échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre. Nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus Comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe »⁴⁰.

Dans l'accumulation, Marx ajoute que la croissance de revenu est un ressort principale et unique il dit dans cette aspect : « accumulez accumulez ! voilà la loi et les prophètes »⁴¹. C'est-à-dire que l'accumulation provoque une augmentation du capital par tête (k/N) et une augmentation du rapport capital

³⁹ DEKKICHE DJAMEL, op.cit., p20.

⁴⁰ DEKKICHE DJAMEL, op.cit., p20.

⁴¹ Ibid.

/production (k/y) et donc une baisse du taux de profit mais le salaire devraient en principe augmenter.

Selon lui, les innovations sont présumées de présenter un biais systématique en faveur de celles qui épargnent du travail. Ce qui entraîne, une baisse des profits et des salaires.

1.2.2. Les théories de la dotation en facteur de production d'HOS

Cette théorie des coûts relatifs a été approfondie par les économistes Hecksher, Ohlin et Samuelson met l'accent sur la différence de dotation, ainsi que le prix relatif des facteurs entre deux pays pour expliquer le commerce.

a. Le théorème Hecksher - Ohlin (H-O)

Cette théorie est développée par les deux économistes E. Hecksher (1919) et B. Ohlin (1933), elle est souvent désignée sous le nom HO. Dans le modèle de base d'Hecksher et Ohlin, les différences de dotation de facteurs sont à la source des avantages comparatifs, les pays sont supposés ne pas avoir les mêmes dotations relatives de facteurs et donc ne pas obtenir les mêmes coûts relatifs de production pour les produits. Deux facteurs de production sont retenus : le capital et le travail. La théorie de HO peut s'énoncé comme suit « chaque pays a en effet intérêt à se spécialiser dans la production qui nécessite des facteurs de production largement disponible »

La théorie HO avait conclu que :

- L'échange des produits provoque l'échange des facteurs de production.
- Chaque nation a en effet intérêt à se spécialiser dans des productions nécessitant des facteurs de production qu'elle possède en abondance.

Dans le cadre de l'échange international, l'avantage de l'Angleterre réside dans la spécialisation dans des produits qui nécessitent beaucoup de capital et de travail (produits manufacturiers). En revanche, l'Australie aura avantage à

produire des biens qui utilisent intensivement le facteur terre (produits agricoles). Par conséquent, l'échange international sera indirectement un échange de facteurs rares contre des facteurs abondants. En d'autres termes, quand l'Australie exporte du blé et que l'Angleterre fait de même avec des biens industriels, il y a en quelque sorte échange de terre australienne contre du capital anglais.

Les hypothèses qui sous-tendent cette approche de la dotation factorielle sont :

- La concurrence pure et parfaite ;
- L'immobilité internationale des facteurs de production ;
- La mobilité des produits (libre échange) ;
- L'homogénéité des facteurs de production ;

b. La contribution de P.A. Samuelson

L'homogénéisation des prix des facteurs de production entre les pays qui pratiquent le commerce international. Le théorème P. A. Samuelson énonce qu'une augmentation du prix relatif d'un bien accroît la rémunération réelle du facteur qui est intensif dans la fabrication de ce bien, et diminue la rémunération réelle de l'autre facteur. En effet, le commerce international élève le prix des facteurs abondants et diminue les prix du facteur considéré cher.

1.2.3. Les limites des théories traditionnelles

Les théories traditionnelles fondent l'explication des échanges internationaux sur la base des différences, soient de productivité, du travail, soient les dotations factorielles. Elles inspirent une relation inverse entre volume des économies des échanges et le degré de leurs similarités. L'examen des échanges mondiaux montre en effet que les pays industrialisés réalisent plus de

70% de commerce mondial, et ces échanges les lient surtout entre eux puisque 78% de leurs commerce ce fait entre pays industrialisés⁴².

1.3. Les nouvelles théories du commerce international

La théorie du commerce international prend ses origines des sciences économiques, cette branche ne s'intéresse pas seulement à la détermination des échanges de bien et service entre Etats, mais aussi à l'investissement international et le taux de change. Cette théorie comprend différentes approches à savoir :

1.3.1. L'approche néo factorielle

L'approche néo factorielle prend en considération la notion de capital humain et qualification du travail. L'énoncé de cette théorie est : « Un pays relativement abondant en capital exportera des biens intensifs en travail qualifié et un pays relativement peu abondant en capital exportera des biens intensifs en travail non qualifié »⁴³.

1.3.2. L'approche néo technologique

L'approche néo technologique explique le mouvement et la dynamique des transactions internationales en terme de l'écart technologique entre les pays, ce dernier constitue le déterminant de commerce international tel que : les pays en avance exportant les biens intensifs en nouvelle technologie et les autres, des produits banalisés. Cette théorie est développée par « Posner » qui a montré qu'une avance technologique d'une firme peut lui conférer un nouvel avantage comparatif au pays d'origine de la firme innovatrice.

1.3.3. Théorie macroéconomiques⁴⁴

On peut distinguer deux théories :

⁴² DEKKICHE DJAMEL, op.cit., p24.

⁴³ ZIDANI ABDELHAMID, TERRAK ABDELGHANI, op.cit., pp9-10.

⁴⁴ RAINELLI MICHEL, Le commerce international. 9eme édition, La Découverte, Paris, 2003, pp62-64.

a. Théorie de la demande

Les analyses traditionnelles sont fondées sur les capacités de production des pays et donc sur l'offre. En 1961, Stefan Burestam Linder considère que la demande, largement négligée joue un rôle essentiel dans l'explication du commerce international. Les pays se spécialisent non plus en fonction de leurs dotations en facteurs mais de leur demande interne. Quand celle-ci tend à se saturer, l'entreprise cherche de nouveaux débouchés à l'exportation. Dans cette optique, le marché international n'est rien d'autre que le prolongement du marché national.

b. Théorie du cycle de vie international des produits

Vernon a montré le caractère temporaire de cet avantage. Quand le produit banalisé est parvenu dans sa phase de maturité, il devient intensif en travail peu qualifié ; dans ces nouvelles conditions, le prix des facteurs retrouve son importance. Pour diminuer les coûts (transports, fabrication), les entreprises délocalisent leur production vers des pays en voie de développement à leur tour exportateur vers les pays industrialisés.

1.3.4. Théorie de la firme

Elle consiste en trois théories :

a. La concurrence imparfaite

Pour Bernard, la différenciation des produits permet aux entreprises de retrouver une situation de monopole de fait, il ne s'agit plus de produire en masse des produits homogènes mais de produire en séries plus limitées, des articles différenciés, soit dans le cadre d'une stratégie de spécialisation, soit d'une stratégie de diversification.

b. Théorie de la firme multinationale

D'autres auteurs comme Dunning, ont essayé d'intégrer dans leurs analyses les **trois** niveaux macroéconomique (nation), méso économique (secteur d'activité), et microéconomique (entreprise) pour démontrer que les stratégies d'internationalisation dépendaient de la combinaison d'un certain nombre de conditions ; la firme doit posséder (au niveau méso économique) certains avantages, par exemple une technologie, qu'il est plus intéressant d'internaliser (niveau microéconomique) du fait des faibles coûts des facteurs de production du pays d'accueil (niveau macroéconomique)⁴⁵.

c. L'avantage compétitif des nations

Selon Michael Porter, si le succès international d'une entreprise est prédéterminé par la qualité de l'environnement de son pays, alors c'est une condition nécessaire mais pas suffisante. Deux variables sont appelées à jouer le rôle : l'Etat qui dispose de moyens (fiscaux, monétaire, légaux) qui permettent de stimuler les industries, de modifier la concurrence, d'améliorer la qualité des facteurs ou encore de stimuler la demande intérieure. Sur la base de ces théories, le commerce international a connu un essor important. Sous la coupe de l'organisation mondiale du commerce (L'OMC), les pays ont trouvé un cadre idéal pour améliorer leurs activités.

d. La spécialisation

La spécialisation s'opère suite à un mouvement préalable de diversification. Dans ce cas, l'entreprise opte pour un recentrage de ses activités par une logique de désengagement, en se focalisant sur le métier qui va lui

⁴⁵RAINELLI Michel, Le commerce international. 9eme édition, La Découverte, rue Abel-Hovelacque 75013 Paris. 2003 p64.

générer du profit et augmenter ses chances de réussite, le tout en augmentant son pouvoir de négociation vis-à-vis des concurrents spécialistes dans le domaine.⁴⁶

Selon Olivier Meier : « la spécialisation consiste à privilégier le renforcement et consolidation des compétences au sein du métier originel de l'entreprise »⁴⁷.

A travers ça, on peut dire que la spécialisation consiste à se focaliser sur une seule activité, c'est-à-dire en concentrant un ensemble de ressources sur un seul travail, par lequel l'entreprise choisit la spécialisation en raison de contraintes de ressources.

Section 2 : Les conditions empiriques de la croissance économique et commerce internationale.

Les économistes classiques ont été les premiers à étudier les échanges internationaux comme condition empirique de la croissance économique, leurs objectifs étaient de montrer que le libre échange pouvait être un facteur de croissance.

2.1. Généralités sur le commerce international

Le commerce international est défini comme l'échange de biens et/ou services entre nations ; il est un objet d'analyse circonscrit de façon nécessairement arbitraire : c'est le franchissement d'une frontière lors du déplacement d'un bien, ou à l'occasion de la fourniture d'un service, qui détermine le caractère international de l'échange ; deux dimensions politiques et spatiales sont donc à prendre en compte : on peut alternativement examiner le commerce international du point de vue de l'échange entre localisations séparées par des frontières politiques, ou entre localisations distantes.

⁴⁶ MEIER O., « Fusions, acquisitions (stratégie, finance, management) », 3^{ème} édition, édition DUNOD, p102.

⁴⁷ LEROY F., « Les stratégies de l'entreprise », 3^{ème} édition, DUNOD, Paris, 2008, p 84.

Autrement dit, le commerce international est l'ensemble des transactions commerciales qui ont lieu entre des acteurs de pays différents ; il concerne des opérations comme les ventes, les investissements et le transport ; il occupe une large portion des activités de commerce de nos jours. De ce fait, il est devenu important de comprendre ses mécanisme et modes de fonctionnement⁴⁸.

Selon B. ALINE, D. CHISTIN, le commerce international est la partie des relations économiques internationales qui concerne les échanges de biens et services (importation/exportation).⁴⁹

Le commerce international progressait à un rythme supérieur à celui de la production mondiale, représente un domaine d'activité lié à l'achat, à la vente, ou à l'échange des produits entre pays appartenant à des zones monétaires différents.⁵⁰

Le développement du commerce international a connu une première phase d'expansion après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, se traduit en particulier par le développement des ventes internationales de marchandises, que ce soit les matières premières, les produits manufacturés ou les produits agricoles. Il s'est traduit aussi par des ventes d'usines, des contrats de constructions d'infrastructure et des opérations immobilières internationales. Dont, l'internationalisation de la production, les délocalisations et les implantations sur les marchés étrangers se traduisent par une ouverture et une interdépendance croissante des économies. Il est devenu une variable centrale dans l'économie mondiale et le moteur de la croissance permettant à tout pays de se développer.

⁴⁸ TAOURIRT ADEL, MESAHLI KAMELIA, « L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique : cas de l'Algérie (1980-2015), mémoire master en sciences économique, Université Abderrahmane Mira, Béjaïa, 2016/2017, p4.

⁴⁹ B. ALINE, D. CHISTIN, « Dictionnaire des sciences économiques », édition ARAN Colin, Paris, année, p 5.

⁵⁰ JACQUET JEAN- MICHEL et DELEBECQUE PHILIPPE, « Droit du commerce international », Edition Dolloz, Paris 2000.

Le développement du commerce international a été à la fois une conséquence de développement du libre-échange permettant les échanges mondiaux et une incitation aux diminutions des barrières protectionnistes et des obstacles.

Les risques économiques et politiques du commerce international sont conditionnés par les facteurs géographiques ou politiques nationaux. Le commerce international contemporain a un caractère dynamique, la structure et le volume de l'exportation et de l'importation des échanges commerciaux des divers pays et régions du monde varient sans arrêt.

Une série de facteurs ont influencé sur la croissance des échanges extérieurs⁵¹ :

- ✓ L'acquisition de l'indépendance politique des pays colonisés ;
- ✓ La stabilisation des relations intergouvernementales ;
- ✓ Le développement de l'internationalisation et du capital ;
- ✓ Une intense et importante activité des corporations internationales sur le marché mondial ;
- ✓ L'appariation d'une nouvelle réalité commerciale, c'est-à-dire du marché universel pour les marchandises standardisées ;
- ✓ L'activité des organisations internationales financières et économique ;
- ✓ La résolution scientifique et technique qui contribue à la rénovation du capital fixe, et à la création des nouvelles branches d'économie en activant la reconstruction des anciennes branches ;
- ✓ L'activité qui stabilise la banque mondiale à l'égard de l'économie mondiale;

⁵¹ TAOURIRT ADEL, op.cit., pp4-5.

- ✓ Le développement des processus d'intégration économique des marchandises : l'élimination des barrières régionales, la formation des marchés communs, des zones de libre échange ;
- ✓ La libéralisation du commerce international, le passage de plusieurs pays vers un régime qui favorise la suppression des restrictions quantitatives de l'importation et la réduction essentielle des taxes douanières : formation des zones économiques libres.

2.2. L'ouverture économique et la croissance économique

Grace à l'apprentissage par la pratique et le transfert des technologies, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficace et sa productivité augmente. On s'attend alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus protectionnistes. Cependant, les auteurs rajoutent que ces gains dépendent de plusieurs facteurs, dont la situation initiale. Cette dernière détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance. L'ouverture d'une petite économie peut la conduire à se spécialiser dans un secteur de faible croissance, contribuant plutôt à laisser le pays dans le sous-développement.

Dans ce cas, le pays devrait adopter des politiques protectionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques d'ouverture appropriées. Selon l'étude de Levine et Renelt (1992), la relation de causalité entre l'ouverture et la croissance se fait à travers l'investissement. Si l'ouverture au commerce international permet l'accès à des biens d'investissement, cela mènera une croissance de long terme. Un pays libéralisant ses échanges s'attirera des flux d'investissement étranger. Cependant, cela risque d'engendrer une baisse de l'investissement domestique due à une plus forte concurrence internationale et l'effet net reste alors ambigu. Grossman et Helpman (1992) montre également qu'un pays protégeant son économie peut stimuler sa croissance. Cela est possible dans le cas où

l'intervention gouvernementale encourage l'investissement domestique selon les avantages comparatifs du pays. Pour Batra (1992) et Leamer (1995), la libéralisation des échanges réduit les tarifs, et par conséquent, diminue le prix relatif des biens domestiques manufacturés. Ces biens deviennent moins attirants que les biens étrangers, et l'économie domestique peut alors subir une perte.

Néanmoins, même si ces travaux encouragent des politiques protectionnistes sous certaines conditions, aucun n'encourage la protection comme stratégie de développement à long terme. La protection est vue comme une stratégie de court terme afin de préparer adéquatement l'économie à l'ouverture de ses marchés⁵².

Outre, le commerce international a un impact positif sur la croissance économique, de façon de générer des opportunités d'emploi dans les secteurs de production, de transport et de services, ce qui contribue à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté ; ainsi que la concurrence internationale encourage les entreprises à innover et à améliorer leurs produits et services, ce qui peut entraîner des gains de productivité et des économies d'échelle ; permettant aux pays de s'approvisionner en ressources naturelles et en biens manufacturés à partir d'autres régions, ce qui peut renforcer leur capacité à produire et à croître. ainsi que, la spécialisation dans les productions où les gains de productivité sont les plus élevés peut stimuler la croissance économique, car les pays peuvent se concentrer sur les secteurs où ils ont un avantage comparatif.

2.2.1. Croissance de la demande :

L'ouverture des marchés internationaux peut augmenter la demande globale pour les produits et services, ce qui peut stimuler la production et la croissance économique.

⁵² TAOURIRT ADEL, op.cit., p27.

Cependant, il est important de noter que le commerce international peut également avoir des effets négatifs sur la croissance économique, tels que la perte d'emplois dans les secteurs non compétitifs ou la mise en concurrence des entreprises locales. Il est donc essentiel de mettre en place des politiques commerciales équitables et des mesures de soutien aux entreprises et aux travailleurs pour maximiser les avantages du commerce international et minimiser ses coûts.

2.2.2. Les effets de dimension

Un effet de dimension : grâce à la spécialisation et à l'ouverture d'un marché mondial, chaque nation peut produire plus et plus efficacement. Les entreprises peuvent donc bénéficier d'économies d'échelle et d'effet d'apprentissage, qui améliorent la productivité et font baisser les coûts unitaires de production.

2.2.3. Les effets de diversification

Une bonne diversification comporte donc plusieurs avantages pour un investisseur : En cas de crise, il bénéficiera d'un effet de compensation entre certains investissements atteints par cette crise et d'autres qui s'en sortiront mieux, voire qui progresseront simultanément.

2.2.4. Les effets de concurrence.

La concurrence entre les entreprises et les marchés peut avoir un impact profond sur leur performance et la santé de l'économie. Une concurrence saine permet aux entreprises d'innover, d'améliorer leurs services et de créer des emplois, ce qui renforce la croissance économique et favorise l'efficacité.

2.3. Processus d'ouverture des économies nationales

L'internationalisation est un processus d'intégration économique irréversible et concerne aussi bien les opérateurs commerciaux que productives ou financières. Si la corrélation entre le commerce international et la croissance

économique est établie, elle n'en reste pas moins relative et a conduit les pays industrialisés à mettre en place, après la Seconde Guerre Mondiale, un cadre institutionnel pour favoriser les échanges.

Cette tentative de développement de la coopération internationale semblait donc mettre un terme à la vieille querelle opposant les partisans du protectionnisme à ceux du libre-échange donc la mondialisation n'est pas neutre. Ce développement s'est accompagné de nombreux changements, le financement bancaire des opérations commerciales, la réglementation des droits de douane et taxes fiscales, les problèmes de transit et enfin ceux de contrôle de qualité. Désormais ces politiques entravent le développement des échanges commerciaux ainsi que le progrès des nations, il est donc important aux États de mettre en place des organismes qui veillent au respect des normes et des règles internationales⁵³.

2.3.1. Le libre échange

Avec l'évolution des échanges internationaux, les risques de transactions commerciales ne cessent d'accroître. Afin de limiter ces risques, il est nécessaire de connaître d'abord l'objectif de ces échanges ainsi que les avantages et les inconvénients fondamentaux des opérations du commerce international.

2.3.2. L'analyse des mécanismes de transmission entre la richesse en ressources naturelles et les mauvaises performances économiques.

Les pays exportateurs de ressources naturelles sont le plus souvent exposés à des problèmes macroéconomiques beaucoup d'auteurs ont tenté de relier l'abondance de la ressource et la performance économique.

⁵³ KARARA THINHINANE, IKHELEF CHABHA, « Les procédures de dédouanement des marchandises à l'importation », mémoire master en sciences commerciales, université mouloud Mammeri de Tizi-ouzou, 2019/2020, p5.

Ainsi, Auty (2001) envisage des processus exogènes et des phénomènes endogènes : le syndrome hollandais, la politique d'exportation, le comportement prédateur des gouvernants, l'apparition du phénomène de captation. Stevens (2003) identifie en plus, l'instabilité des revenus du gouvernement, la dégradation des termes de l'échange, la domination de l'Etat et ses effets sur la vie politique, culturelle et sociale.⁵⁴

La situation où un pays riche en ressources naturelles est caractérisé par une faible croissance économique, est dite « situation de malédiction des ressources naturelle »⁵⁵. Cette situation est analysée pour la première fois par Auty (1990) dans le cas particulier des pays exportateurs de pétrole, en comparaison avec les pays pauvres en ces ressources. Ce concept est généralisé par Sachs et Warner (1995) sur un échantillon de 95 pays riches en ressources naturelles⁵⁶. L'analyse de Sachs et Warner (1995) est complétée par les travaux de Ades et Di Tella (1999) et Sala-i-Martin et Subramanian (2003) qui relie cette malédiction à la mauvaise gouvernance dans les pays riches en ressources naturelles. Cette analyse génère que des mécanismes de transmission entre la richesse en ressources naturelles et les mauvaises performances économiques est au cœur des investigations théoriques et empiriques de ce phénomène⁵⁷.

2.4. La balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique élaboré sous forme comptable, élément de la comptabilité nationale recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde ; la balance des paiements doit être

⁵⁴BENSAFTA KAMEL MALIK, « Croissance Economique Naturelles : Le cas de l'Economie Algérienne », Revue finance et marchés, Université Hassiba Ben Bouali, Chlef, p65.

⁵⁵ Ibid, p65.

⁵⁶ Idem, p65.

⁵⁷ Idem, p65

toujours équilibrée car les opérations sont enregistrées selon le principe de la partie double de la comptabilité.

2.5. La balance commerciale

La balance commerciale des biens et services retrace la différence entre les importations de biens et services et les exportations de biens et services, exprimée en pourcentage du PIB. Autrement dit, la balance commerciale représente la différence, en termes de valeur monétaire, entre les exportations et les importations de biens ou de biens et services (dépend du pays) dans une économie sur une période donnée.

$$\text{Balance commerciale}_{\text{Année N}} = \text{Importation}_{\text{année N}} - \text{Exportation}_{\text{année N}}$$

Donc comme on peut constater à travers l'ensemble des points qu'on a abordé ci-dessus, que cette mesure est basée sur un système d'informations performant qui donne une vision juste de l'état d'une économie.

Lors de la Grande Dépression des années 1930, les responsables politiques et économiques ont réalisé qu'ils n'avaient aucune mesure de l'activité économique et de son évolution. On a compris l'ampleur de la dépression plusieurs années après son déclenchement, avec la hausse très forte du taux de chômage, notamment aux États-Unis.

Après la Seconde Guerre mondiale, tous les pays développés ont mis en place des systèmes d'informations sur le niveau de la production.⁵⁸

Le PIB est utilisé pour piloter l'économie. Il existe un décalage de 3 ans entre les évaluations préliminaires et les estimations définitives. Cet écart peut donner des erreurs dans la mesure de l'activité économique et introduire des biais dans la mesure des résultats des politiques économiques mises en place.

⁵⁸<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/pib/le-pib-un-indicateur-conteste-de-lactivite-economique/>, consulté le 4/01/2025 à 14H07

A l'origine, le PIB a été mis en place pour pouvoir piloter un appareil productif en temps de guerre ou de reconstruction. Aujourd'hui, mesurer le PIB permet de comparer les performances de différents pays entre eux.

Autrement dit, la croissance se mesure traditionnellement par l'augmentation du PIB, soit par l'augmentation de la somme des valeurs ajoutées, en d'autres termes, elle se mesure par rapport à la production vendue⁵⁹: la croissance de l'offre doit donc coïncider avec la croissance de la demande.

Ce lien est censément automatique : la croissance économique se traduit par une augmentation de la valeur ajoutée donc par une augmentation des revenus primaires (revenus issus de l'activité éco), donc de la consommation, qui stimule à son tour la production, donc la croissance.

2.6. Impact des TIC sur la croissance économique

La croissance économique désigne la progression de la production des biens et des services par une économie sur une période relativement longue, même si ces dernières années, la communication politique dans les pays touchés par la crise financière de 2008 a tendance à utiliser cette notion sur le court terme en demandant à être informé sur l'évolution de la croissance chaque trimestre. Selon François Perroux, la croissance économique correspond à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels. »⁵. En pratique, le baromètre de la croissance économique est le Produit Intérieur Brut (PIB). Le taux de variation du PIB d'une période représente le niveau de création de richesse pour une nation ainsi que la mesure du niveau de vie (PIB/Habitant)⁶⁰.

⁵⁹Terminale SES – Synthèse de cours avec manuel Hachette – P. Savoye Page 1

⁶⁰ p185

2.6.1. Le paradoxe de Solow

L'impact des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) n'a pas été toujours évident à déceler. En effet, le célèbre prix Nobel d'économie R. Solow dans une déclaration au « New York Times Book Review » en 1987, connu pour son paradoxe de Solow: «On voit des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques de productivité».

Ce constat est appuyé par une réalité très simple, il s'agit du décalage relativement important entre l'investissement en TIC et l'apparition des effets de productivité engendrés par l'introduction des TIC dans les activités de l'entreprise. Cependant, de nos jours, il est quasiment impossible de négliger les effets des TIC sur la croissance économique et la productivité des entreprises.

2.6.2. Contribution des TIC dans la croissance économique :

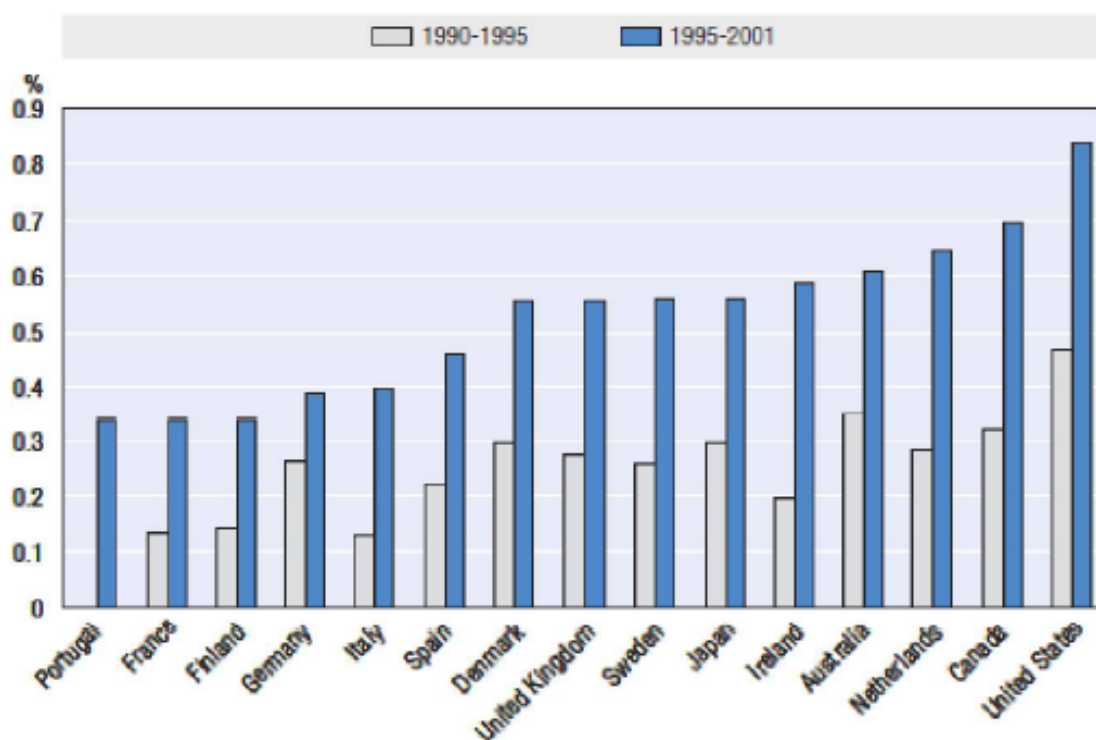
Selon l'OCDE⁶¹, L'impact économique des TIC est étroitement lié au degré de diffusion des TIC dans les économies des pas de l'OCDE. Cela tient en partie au fait qu'il s'agit de technologies de réseau : plus ses utilisateurs, individus ou entreprises, sont nombreux, plus le réseau a des effets bénéfiques. En effet, une étude réalisée par la même organisation (OCDE) en 2003, montre clairement que les investissements dans les TIC représentent entre 0,3% et 0,8% de la croissance du PIB par habitant sur la période 1995-2001 au niveau des pays membre.

Les Etats Unies d'Amerique, l'Australie, les pays bas et le canada sont les pays où les TIC contribuent le plus à la croissance économique et cela s'explique par la par l'importance du capital investi dans les TIC au niveau de ces pays⁶².

⁶¹ KADI ALI, « L'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur la croissance économique mondiale et leur place dans l'économie algérienne », Revues des sciences commerciales, Volume 6, Numéro 2, 2007, pp 62-81.

⁶² Ibid.

Figure 02 : Contribution des investissements dans les TIC à la croissance du PIB.



Source : OCDE, *Les TIC et la croissance économique, panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, Paris, 2003, P42

Ce faisant, un rapport de la chambre internationale du commerce (2012) montre clairement ⁶³:

- Qu'il existe une relation directe et positive entre l'investissement dans les TIC et la croissance de l'activité économique
- Que Les TIC représentent une opportunité d'innovation pour les pays en voie de développement
- L'importance des TIC dans la mise en place et le développement d'une économie durable.

⁶³ KADI ALI, 2007, op.cit., pp 62-81.

En effet, l'investissement, dans les réseaux haut débit ainsi que les services TIC qui y sont rattachés, crée une sorte de plateforme pour la croissance économique, la création d'emploi et une compétitivité plus importante.

2.7. L'économies d'échelle

« Les économies d'échelle sont un déterminant de la structure. Elles ont une influence sur le nombre d'entreprise présentes, sur le comportement de la concurrence et sur les relations de pouvoir qui prévalent. Elles sont une influence directe et indirecte sur la performance du secteur entier car elles touchent directement à l'analyse de la concentration sectorielle »⁶⁴.

Dans le modèle de RICARDO ou dans le modèle d'HECKSCHEROHLIN, le cout moyen et le cout marginal de production des biens est constant. En revanche, quand les rendements d'échelle sont constants, il y a des économies d'échelle. En particulier, le cout moyen décroît avec un niveau de production. Il se peut aussi que le coût marginal soit décroissant mais on suppose cependant assez souvent qu'il est constant.

Dans ce cas, si une entreprise augmente sa production, son coût moyen reste constant. Pour que le cout moyen baisse, il faut que la production de l'ensemble de la branche augmente. On l'explique généralement par la présence d'effets externes positifs (ou «externalités positives» du fait de l'externalité, le coût d'opportunité privé, qui guide le comportement des producteurs, diffère du cout d'opportunité social qui définit l'optimum collectif»⁶⁵.

Les rendements d'échelle internes »

« Ces rendements d'échelle croissants sont internes à la firme puisque c'est l'augmentation de la taille de celle-ci, et elle seule, qui conduit aux économies d'échelle »⁶⁶.

⁶⁴ Gaël VETTORI, « économie d'échelles » université de Genève, 2003, p.2

⁶⁵ CHRISTIAN AUBIN, PHILIPPE NOREL, « économiste internationale : faits, théories et politiques », éditions du seuil, 2000, p 61.

⁶⁶ TAOURIRT ADEL, MESAHLI KAMELIA, op.cit., p13-14

Dans ce cas, plus une entreprise produit et plus son cout moyen baisse. La structure de marché ne peut alors demeurer concurrentielle et dégénère en monopole.

Rendements d'échelle et concurrence

Les économies d'échelle externes sont compatibles avec la notion de concurrence car elles bénéficient de la même façon a toutes les entreprises d'une branche donnée. Inversement, lorsque les économies d'échelle sont propres a une entreprise donnée (c'est-à-dire lorsqu'elles sont internes), cette entreprises a intérêt à augmenter sa production et peut alors s'emparer progressivement de tout le marché. Si plusieurs entreprises bénéficient d'économies d'échelle, c'est celle qui a la chance d'arriver la première sur le marché qui devient un monopole. Lorsque le marché est trop important pour être alimenté par une seule entreprise, ou lorsque les économies d'échelle internes sont progressivement annulées par des « dés économies » d'échelle internes liées au gigantisme, la structure de marché peut se stabilise en oligopole.⁶⁷

Conclusion du chapitre

A la fin de ce chapitre, nous pouvons dire que la croissance économique et ouverture économique sont liées. En effet, depuis les théories de l'échange international classiques jusqu'au nouvelles théories du commerce international, les effets du commerce international sur la croissance économique parait évident si l'on compare les évolutions des variables macroéconomiques mondiales du commerce international et de la production mondiale. Toutefois, les effets globaux peuvent dissimuler des divergences et des effets controversés notamment sur certains pays. L'analyse de ces effets pour les pays en développement constitue un sujet d'analyse intéressant. Le chapitre suivant concerne une analyse des liens entre ouverture économique et croissance économique en Algérie.

⁶⁷ TAOURIRT ADEL, MESAHLI KAMELIA, op.cit., p14.

Chapitre III

**Effets du commerce international sur
la croissance économique en Algérie
durant la période 2000-2020**

Introduction du chapitre

Depuis les années 1990, l'Algérie s'est engagée dans un processus d'ouverture qui a abouti à la conclusion d'un accord d'association avec l'Union européenne pour établir une zone de libre-échange. Au niveau multilatéral, ce processus se poursuit aujourd'hui dans le cadre des négociations d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. L'Algérie est également appelée à conclure d'autres accords de libre-échange dans un cadre bilatéral ou régional.

Ce chapitre est consacré à examiner « *les effets du commerce international sur la croissance économique en Algérie* », en analysant les principales importations et exportations, y compris les exportations hors hydrocarbures. En présentant quelques statistiques représentatives récentes pour éclairer l'évolution continue du commerce extérieur en Algérie entre 2000 et 2020. Dont, la première section sera consacrée à la présentation d'un aperçu historique et le processus d'ouverture; La deuxième section portera sur l'évolution et effet du commerce extérieur en Algérie sur la croissance économique.

Section 1 : Aperçu historique et le processus d'ouverture

Cette section sera consacrée au premier lieu à présenter l'aperçu historique de l'économie algérienne et au deuxième lieu nous aborderons le processus d'ouverture du commerce extérieur sur le croissance économique.

1.1. Aperçu historique de l'économie algérienne.

Dans le contexte historique de l'économie algérienne, nous donnerons un aperçu général sur les périodes les plus importantes qu'elle a traversé depuis l'indépendance jusqu'à nos jours.

1.1.1. Période de l'économie planifié et ses limites

Cette période est principalement caractérisée par la nationalisation des mines et des hydrocarbures. L'État est au centre de toute activité économique et sociale.

1.1.1.1. Caractéristiques de la période de l'économie planifié.

L'économie algérienne est marquée principalement par la nationalisation des secteurs clés de l'économie, la création d'entreprises publiques, la mise en place d'un processus de planification centralisée, la création d'une structure industrielle ainsi que la limite des institutions publiques. L'année 1966 a été marquée par la nationalisation des mines et des compagnies d'assurances étrangères et la signature d'accord de coopération avec la France, tandis que l'année 1971 a été marquée par la nationalisation des hydrocarbures avec l'acquisition par l'Etat de 51% des avoirs des sociétés pétrolières françaises présentes en Algérie. En novembre de la même année le gouvernement à lancé la révolution agraire et la gestion socialiste des entreprises¹.

Une économie centralement planifiée constitue un mode d'organisation fondé sur trois critères essentiels² :

- D'abord l'activité économique, tout comme la vie politique, sont subordonnées aux décisions d'un parti unique.
- En second lieu, l'organisation économique de ces pays repose sur la propriété publique des moyens de production.
- Enfin, la planification assure la coordination des mécanismes économiques.

¹HAMADACHE Fatma et HATEB Souad, « L'impact des accords avec l'UE sur le commerce extérieur de deux pays : Etude comparative entre l'Algérie et le Maroc, mémoire master en sciences économique, université Mouloud MAMMERRI de Tizi-ouzou, 2016/2017, p46.

² HAMADACHE Fatma et HATEB Souad, op.cit., pp46-47.

A la fin des années 1960, la politique algérienne de développement a privilégié l'industrialisation comme moyen pour réaliser le triptyque introversion – indépendance – intégration. Le commerce extérieur été, progressivement, mis sous contrôle de l'Etat pour arriver en février 1978, à la promulgation de la loi qui va appréhender la politique commerciale de l'Etat algérien au cours de la période de référence, Cette politique s'articule autour des deux objectifs suivants :

- La diversification des exportations et cela à travers l'élargissement de la gamme des produits exportée au produits agricoles, des produits industriels.
- Prendre des précautions pour minimiser l'impact négatif susceptible d'être engendré par la libéralisation du commerce extérieur et l'adhésion à l'OMC et cela à travers la définition d'une problématique d'accession c'est-à-dire anticiper les éventuelles difficultés et réfléchir sur les solutions les plus cohérentes et les plus adaptées.

1.1.1.2. Les limites de l'économie planifiée en Algérie.

L'économie algérienne a rencontré des limites liées à sa dépendance aux hydrocarbures suite aux difficultés de s'adapter aux changements économiques mondiaux. En tout état de cause, le temps a montré les limites de l'économie planifié à :

- la fin du bloc soviétique et communiste, l'avènement de l'organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995 et le développement d'importants bloc économiques ont obligé les dirigeants algériens à réexaminer leur stratégie de développement et l'organisation des relations économiques avec l'étranger, dans ce sens l'Algérie tente depuis plusieurs années de mettre en place un ensemble de mesures lui permettant d'effectuer une

transition réussite vers une économie de marché afin de s'intégrer d'une manière compétitive dans les échanges internationaux.

La Soumission à la tutelle financière du FMI était l'unique solution pour régler la dette extérieure de l'Algérie. L'Algérie a signé avec le FMI des accords de stand-by, le premier accord en 1989, le deuxième de confirmation en juin 1991 et un rééchelonnement de la dette en 1994 vis-à-vis des Clubs de Paris et de Londres. En contrepartie de ces facilitations, le FMI a imposé un Plan d'Ajustement Structurel en avril 1994, dans le but d'assurer les grands équilibres macro-économiques. C'est dans le cadre du plan d'ajustement structurel que le processus de la libéralisation a été engagé à travers le démantèlement du monopole de l'État et la liberté d'accès au commerce extérieur pour toutes les entreprises publiques et privées¹.

Après les négociations avec le FMI, l'Algérie a accentué son ouverture vers l'extérieur à la réduction des barrières tarifaires et l'élimination des restrictions aux exportations. Après avoir libéralisé le commerce extérieur, l'Algérie enclenche au cours de cette seconde étape un processus de renégociation des conditions d'ouverture de son marché et de son insertion au marché mondial dans un contexte marqué par l'ouverture des discussions avec l'Union Européenne et l'OMC².

Le gouvernement algérien s'est lancé dès le début des années 90 dans un processus de transition d'un système économique centralisé à une économie de marché en menant une politique de réformes structurelles dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel mené en collaboration avec le FMI et la

¹ SELLAH M'HENA et HADDOUCHE YANIS, « Evolution des statistiques du commerce extérieur de l'Algérie sur la période 2008-2022 », mémoire master en sciences commerciales, université Mouloud MAMMERRI de Tizi-ouzou, 2021/2022, p16.

² Ibid., p16.

BIRD et soutenu par la communauté financière internationale et l'Union Européenne.

Ce programme a permis le rétablissement des équilibres macroéconomiques, l'amélioration des performances en termes de croissance du produit intérieur brut et le développement d'un secteur privé plus dynamique, entraînant par conséquent un plus grand flux entrant d'investissements directs étrangers (IDE).

Les autorités algériennes ont optées dès 1991, (dans le cadre du premier accord de confirmation signé entre le FMI et l'Algérie), pour un rééchelonnement de sa dette extérieure (allongement de la durée de remboursement d'une dette)¹ et ont continue à honorer scrupuleusement tous les paiements de la dette extérieure jusqu'à ce qu'ils atteignent 85% des recettes d'exportation. La situation des paiements extérieurs est alors devenue intenable et, en avril 1994, l'Algérie a demandé un rééchelonnement global de sa dette à ses créanciers bilatéraux officiels et commerciaux dans le sillage d'un programme de réformes conclu avec le FMI. Trois années précieuses ont été ainsi perdues².

L'année 1995 s'ouvre ainsi sous des auspices favorables. Ces prévisions s'avèrent d'autant plus fondées puisque les prix du pétrole recommencent à croître dès le milieu de 1994 pour se stabiliser autour de 17,5 dollars le baril en moyenne au long de l'année. Les importations augmentent de 1 milliard de dollars, moins cependant qu'en 1994. La balance commerciale est ainsi positive pour la deuxième année consécutive alors que le déficit des services se creuse, passant de 1,5 à 2,3 milliards de dollars entre 1994 et 1995.

¹ SELLAH M'HENA et HADDOUCHE YANIS, op.cit, p32.

² Ibid., p32.

A partir de 1999 le gouvernement de Bouteflika s'est engagé à réduire la pauvreté et à relancer l'économie.

Les finances publiques sont positivement influencées dans la mesure où un excédent budgétaire est réalisé chaque année depuis 2000, ce qui a permis de s'engager dans des dépenses publiques élevées et de lancer le Programme de Soutien et de Relance Économique (PSRE) et le Programme National de Développement de l'Agriculture (PNDA)...

En 2001, le gouvernement Algérien a mis en oeuvre un programme de redressement économique favorisant la croissance et la stabilité de l'économie. Ce programme de 7 milliards de dollars US visait à revitaliser la production agricole, à développer le réseau public de distribution d'eau, à améliorer l'infrastructure et les services de transport, à rehausser le niveau de vie et à encourager les projets locaux de mise en valeur¹.

L'optimisme d'une Algérie économiquement stable est encore plus fort avec sa signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne le 22 Avril 2002 (accord bilatéral) et les efforts qu'elle souscrit pour son adhésion au GATT et l'OMC (accord multilatéral) et des accords avec l'Union Maghrébine (accord régional)².

D'autres plans de réforme cherchent à intégrer l'Algérie à l'économie mondiale en libérant le pays de sa dépendance à l'égard de l'industrie des hydrocarbures et en permettant aux entreprises privées de tirer profit des débouchés offerts par les secteurs Algériens de l'énergie et des mines.

Les initiatives de libéralisation de l'économie ont déjà commencé à porter leur fruit. En 2003, l'investissement étranger direct IDE fait au pays par suite des

¹ SELLAH M'HENA et HADDOUCHE YANIS, op.cit, p17

² Ibid

réformes économiques et de la modification des règlements régissant l'investissement a totalisé 2,3 milliards de \$US, ce qui classe l'Algérie au deuxième rang des pays africains pour l'importance de l'IDE. En terme Politique de change : Le Dinar s'est stabilisé par rapport au Dollar.

Face à la crise de 2008, Reuters, Joël TOUJAS-BERNAT, responsable du FMI, aurait déclaré, le samedi 15 novembre 2008 à Alger, que l'Algérie ne sera pas affectée de manière significative par la crise financière mondiale, mais qu'elle doit adopter une politique économique flexible pour compenser la chute des revenus du pétrole. Le FMI a encouragé le pays à réduire sa dépendance envers la production d'hydrocarbures et de diversifier son économie. En décembre 2008 l'ex premier ministre AHMED OUYAHIA aurait déclaré sur la tribune du parlement que l'Algérie est loin de la crise qui secoue les places boursières mondiale au moins pour les cinq années à suivre (jusqu'à 2014) ; grâce notamment aux réserves en dinars change qui dépasse 138 milliard de Dollars¹.

1.1.2. Période de réformes et le plan d'ajustement structurel

La période de réformes et le plan d'ajustement structurel a connu de multiples changements qui se manifestent comme suit :

1.1.2.1. Période d'auto d'ajustement

Le processus de libération du commerce extérieur a commencé à se mettre progressivement en place dans le sillage des réformes portant sur l'autonomie des entreprises publiques (1988) et la promulgation en 1990, la loi de 90/10 du

¹ SELLAH M'HENA et HADDOUCHE YANIS, op.cit, pp17-18.

14/04/1990 relative à la monnaie et au crédit¹, qui a en particulier consacré le principe de la libération de financement de transactions courantes.²

Cette période est connue par l'idée d'ouverture à des partenaires bancaires extérieurs. En effet, la loi 90-10³ qui autorise à la fois l'installation de banques étrangères ainsi que les prises de participations étrangères dans les banques et les établissements financiers de droit algérien. Par ailleurs, en 1995, une ordonnance sur la privatisation a été promulguée⁴. Cette ordonnance définit le contexte légal et juridique de mise en œuvre de la privatisation.

Le fonctionnement réel du monopole de l'État sur les importations est lancé en 1978, renforcé par la loi N°78/02 du 11 février, bouleverse l'organisation du commerce extérieur, en nationalisant toutes les transactions sur achats et ventes. L'article premier de cette loi confère le caractère exclusif du monopole du commerce extérieur aux organismes étatiques seuls à pouvoir intervenir en matière d'échanges extérieurs. Cette loi met en avant trois principes fondamentaux :⁵

- La confirmation formelle du principe de l'intervention étatique «exclusive» au niveau du commerce extérieur ;
- L'interdiction de toute forme d'intervention au niveau du commerce extérieur des opérateurs privés exerçant une activité d'intermédiaire avec les sociétés étrangères ;
- Les AGI accordées aux entreprises publiques et des licences d'exportation délivrées aux entreprises privées.

¹ Loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit

² SELLAH M'HENA et HADDOUCHE YANIS, op.cit., p16.

³ Loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit

⁴Ordonnance n°01-01 du 4 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 27 février 2001 modifiant et complétant la loi n° 90-10 du. 14 avril, relative à la monnaie et au crédit.

⁵ KEDDAM ABDELHAKIM, KACI RABAH, « Le financement des exportations Hors Hydrocarbures en Algérie « Cas d'une opération d'exportation au niveau de l'AHB Alger », mémoire master en sciences commerciales, université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2017/2018, pp33-34.

Le 17 juin 1978, une instruction présidentielle édicte des principes devant guider les entreprises publiques dans leurs transactions commerciales avec l'étranger, ce sont¹ :

- La prise en considération des capacités de production dans la satisfaction des besoins locaux avant tout recours à l'importation ;
- Les importations sont à effectuer, en priorité auprès de pays liés à l'Algérie par des accords commerciaux ;
- L'opération d'importation de biens et services doit appeler une opération de crédit à des conditions avantageuses.

Plusieurs problèmes ont été soulevés par les entreprises à la pratique du monopole de l'État sur le commerce extérieur ; il s'agissait notamment, du caractère insuffisant des capacités matérielles disponibles, en particulier au niveau des infrastructures portuaires, des moyens de transport et de manutention, et la complexité des formalités administratives, recommandées dans le cadre de la réglementation du commerce extérieur et la défaillance des structures administratives qui participent à la réalisation des opérations de commerce extérieur (banques, douane, assurance...).

La transition de l'économie administrée vers l'économie de marché et les réformes initiées n'ont cependant pas encore changé cette tendance lourde de l'économie algérienne qui reste non diversifiée pour le moment. C'est ce qui explique la recherche permanente par les pouvoirs publics du consensus dans les formes de gouvernance de la rente pétrolière avec la société civile, les syndicats et la classe politique.

En général les réformes du secteur pétrolier sont introduites en période de crise financière et sociale :

¹ KEDDAM ABDELHAKIM, KACI RABAH, op.cit., p34.

- Promulgation en 1986 en pleine crise des prix pétroliers de la loi 86/01 portant sur l'ouverture et la libéralisation de l'amont pétrolier¹.
- amendement et révision – devant la persistance de la crise financière – de cette loi 86/01 en 1991, pour notamment l'élargir à la prospection et aux découvertes de gaz naturel².
- Ce cadre législatif et fiscal mis en place par la loi 86 révisée a laissé apparaître, au fil du temps, un certain nombre de contraintes pour les investisseurs internationaux et pour la Sonatrach elle-même, notamment le fait que :
 - le domaine minier reste faiblement exploré (8 puits pour 10000 km², alors que la moyenne internationale est de 100 et celle de pays similaires à l'Algérie de 50)³ ; la loi 86/91 a produit des résultats positifs mais insuffisants au regard du potentiel minier algérien (4 à 5 contrats/an en moyenne entre 1991 et 1997);
 - le mécanisme fiscal rendait peu incitative la réduction des coûts, et même l'exploitation de gisements de taille petite ou moyenne ;
- un conflit d'intérêt permanent subsistait pour la Sonatrach du fait de sa double mission d'opérateur pétrolier associé d'une part, et de porteur de prérogatives d'Etat d'autre part.
- Cette situation a amené les pouvoirs publics à une mise à jour institutionnelle et réglementaire en deux phases successives :
 - nouvelle loi n° 05-07⁴ relative aux hydrocarbures promulguée le 28 avril 2005 pour moderniser le système fiscal et attirer les investisseurs étrangers par une participation désormais majoritaire dans l'exploitation

¹la loi 86/01 portant sur l'ouverture et la libéralisation de l'amont pétrolier

²la loi 86/01 portant sur l'ouverture et la libéralisation de l'amont pétrolier

³ Mustapha Mekideche, L'Algérie de demain Relever les défis pour gagner l'avenir, (Le secteur des hydrocarbures en Algérie (1958-2008): problématiques, enjeux et stratégies), Fondation FRIEDRICH EBERT, Alger, septembre 2008, p17.

⁴Loi n° 05-07 du 19 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures.

de la ressource. La controverse suscitée et la rapide évolution de la scène énergétique mondiale ont d'abord eu comme effet de geler la publication des instruments de mise en œuvre de la loi et puis de l'amender.

- ordonnance n° 06-10 du 29 juillet 2006 modifiant et complétant la loi précédente n° 05-07 du 28 avril 2005 qui redonne à la Sonatrach la majorité des parts dans toute exploitation pétrolière dans le transport et le raffinage, ne laissant complètement ouverts à l'investissement étranger que la pétrochimie, le GNL et le GTL. Cette ordonnance contient également un article instituant une taxe sur les surprofits pour tenir compte de l'évolution des prix, y compris pour les contrats signés sous l'empire de la loi 86-91¹.

1.2. Le processus d'ouverture de l'économie algérienne

Le principe d'ouverture commerciale repose sur l'idée du développement économique d'un pays, à travers lequel ce dernier cherche à libéraliser le commerce. Ceci encourage l'ouverture des économies et leur intégration avec le reste du monde. Cette idée a été défendue par des institutions multilatérales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Organisation mondiale du commerce depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'objectif principal de cette ouverture est l'engagement, en faveur de la mondialisation libérale.

Le commerce algérien, est caractérisé par un système de régulation économique, de l'indépendance jusqu'à la fin des années 1980. A partir des années 1990, le commerce extérieur s'est libéralisé avec la levée du monopole de l'Etat sur le secteur.

¹La loi 86-09, promulguée le 29 juillet 1986, relative au recensement général de la population et de l'habitat.

L'ouverture économique a un effet sur la structure de la croissance économique du pays. L'économie Algérienne trouve son ouverture dès le début des années 1990. Depuis le volume et l'intensité des échanges internationaux se sont fortement intensifiés notamment à partir des années 2000.

1.2.1. L'évolution institutionnelle et réglementaire en Algérie.

L'analyse du commerce extérieur, l'Algérie ne peut se faire sans une présentation du cadre réglementaire et institutionnel du secteur pétrolier. En effet, les exportations de l'Algérie sont depuis longtemps dominées par des hydrocarbures.

L'évolution du cadre institutionnel et réglementaire du secteur des hydrocarbures, et de ses implications, a toujours été au cœur des enjeux stratégiques et historiques de l'Algérie. Avant l'indépendance, la guerre de libération nationale avait été prolongée du fait des positions de la France qui souhaitait séparer le Sahara de l'Algérie pour s'appropriier les récentes découvertes pétrolières. Depuis l'indépendance à nos jours, l'Algérie a vu son secteur des hydrocarbures traversé, de façon alternée, par des périodes de prospérité et des périodes de crise qui ont induit des évolutions et des ruptures du système institutionnel le gouvernant sans jamais remettre en question le caractère stratégique de ces ressources. Plusieurs phases d'évolutions peuvent être distinguées.

Depuis l'indépendance (de 1962 à 1986) : caractérisée par la date de signature de l'Accord d'Alger avec le gouvernement français, et par la continuité

de la gestion du pétrole algérien par la société mixte REPAL¹ sous l'empire de la législation française comme l'ont prévu les accords d'Evian. Cette période a cependant vu en 1963 la création de la société nationale Sonatrach, outil ultérieur de la politique nationale des hydrocarbures, et au début de l'année 1965 l'Accord d'Alger et s'achève avec les nationalisations ; du 24 février 1971, elle est caractérisée par un processus de négociations difficiles avec la France, le début du partenariat avec les groupes pétroliers américains (Getty) et l'adhésion à l'OPEP. Cette période marque un changement qualitatif dans la gestion du « pétrole arabe ». C'est celle qui débute avec les nationalisations de février 1971 et s'achève avec le retournement historique des prix suite à la guerre d'octobre 1973 qui a unifié les rangs des pays arabes exportateurs d'hydrocarbures (*embargo oil*) face aux USA. Notamment, c'est la période couverte par le choc pétrolier jusqu'au contre-choc résultant de la « guerre des prix » qui était en fait une guerre de parts de marché conduite par l'Arabie Saoudite pour marquer sa suprématie face à l'Iran. Cela a conduit l'Algérie à sa plus grave crise financière du fait de la chute des prix pétroliers qui s'en est suivie (moins de 10 dollars le baril). Avec cet assèchement brutal de ses capacités financières, l'Algérie – n'ayant pas d'autre choix – a promulgué en 1986 la loi « libérale » ouvrant l'amoncel pétrolier, puis l'a révisée en 1991 pour élargir de ce dernier l'accès aux découvertes de gaz.

La période de 1986 à 1998 : la crise financière aigue s'est élargie pour se transformer en une grave crise économique et sociale (événements du 5 Octobre 1988) puis politique avec l'irruption du terrorisme intégriste

¹ EPAL signifie Société Nationale de Recherche et d'Exploitation de Pétrole en Algérie. créée en 1946, était une entreprise française qui opérait en association avec le gouvernement général de l'Algérie. Elle était issue du Bureau de recherche de pétrole (BRP) qui est devenu Elf Aquitaine en 1976. Le siège social de la SN REPAL était situé à Hydra, Alger. La SN REPAL a joué un rôle important dans l'exploration et l'exploitation pétrolière en Algérie pendant plusieurs décennies. Société nationale de recherche et d'exploitation de pétrole en Algérie La Société nationale de recherche et d'exploitation de pétrole en Algérie (ou SN REPAL) est une société française créée en 1946.

(décennie 90). Cette situation a obligé le pays à rééchelonner sa dette et à mettre en œuvre un programme d'ajustement structurel (1994-1998) sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale.

A partir de 1999 jusqu'à 2014 : S'ouvre une décennie de croissance du fait à la fois de l'augmentation des prix et des quantités d'hydrocarbures exportées. C'est dans cette situation de prospérité qu'est promulguée en deux étapes une nouvelle loi libérale sur les hydrocarbures: loi n° 05-07 du 28 avril 2005 révisée - dans le sens d'une ouverture plus modeste - par l'ordonnance 06-10 du 29 juillet 2006¹. Mais au dernier trimestre 2008, une nouvelle situation de crise interne se profile, résultant de la crise financière internationale. Le prix du baril de pétrole descend à moins de 40\$, rendant problématique le financement sur le long terme du développement. La loi des finances complémentaire pour 2009 (LFC 2009) a interdit aux banques d'octroyer des crédits à la consommation et a limité les instruments bancaires de paiement au seul crédit documentaire à l'effet de réduire les importations.

Cette influence directe du secteur des hydrocarbures sur les politiques publiques s'explique parce qu'il contribue au tiers du PIB national, à plus des deux tiers des recettes budgétaires et à la quasi-totalité des recettes en devises (97 %).

A partir de 11 décembre 2019 : promulgation de la loi 19-13² régissant les activités d'hydrocarbures. Cette loi vise à aménager le cadre institutionnel et à introduire un régime fiscal simplifié et compétitif afin d'inciter la participation des partenaires étranger. Cette flexibilité permettra des résultats économiques

¹ La loi n° 05-07 du 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures, telle que révisée par l'ordonnance n° 06-10 du 29 juillet 2006, a introduit des changements significatifs dans le secteur des hydrocarbures en Algérie, notamment une ouverture plus modeste aux investissements étranger.

² <https://www.alnaft.dz> consulté le 10 juillet 2025 à 19H32.

acceptables aussi bien pour le partenaire étranger que pour l'entreprise nationale tout en garantissant des revenus appréciables pour l'état.

La nouvelle loi se rapporte aussi à la promotion du développement économique et social à travers des dispositions spécifiques relatives au recours en priorité aux biens et services produits en Algérie

Ces nouvelles mesures ont pour objectif, entre autres, de favoriser le développement et l'exploitation sûre, durable et optimale des ressources en hydrocarbures, satisfaire les besoins en énergie du marché nationale et de promouvoir la préservation et la protection de l'environnement

1.2.2. Les principales intégrations et accords commerciaux de l'Algérie

1.2.2.1. L'accord d'association avec l'Union Européenne

L'Union européenne est **le premier partenaire** économique et commercial de l'Algérie, en absorbant plus de 60% des ventes d'hydrocarbure (90% des ventes de gaz) et en fournissant de leur côté 60% des importations. Cela fait de l'Algérie le deuxième pays méditerranéen après la Turquie pour l'intensité de ses relations commerciales avec l'Union. L'accord a été signé en décembre 2001 et mis en vigueur en septembre 2005. Les principales dispositions économiques de cet accord sont les suivants¹ :

c. La zone de libre-échange.

Au centre de l'accord, il est prévu la libéralisation progressive du commerce des biens et des services, ainsi que celle des mouvements de capitaux. L'accord de libre échange prévoit la mise en place sur 12 ans, au moyen de

¹ KEDDAM ABDELHAKIM, KACI RABAH, op.cit., p43

l'élimination progressif de tous les droits de douanes pour les produits industriels.

Les produits industriels algériens entrent déjà dans la communauté à droits nuls, le démantèlement du côté de l'Algérie s'effectuera sur la base de deux listes :

- Une exemption de droits de douanes dès l'entrée en vigueur de l'accord pour la plupart des biens intermédiaires et produits semi-finis de l'industrie chimique, de la métallurgie, du textile, des matériaux de construction etc.
- Un démantèlement linéaire, mais accéléré sur un calendrier de cinq ans qui doit débiter deux ans après la mise en vigueur de l'accorde.

Cela concerne en générale, les produits pharmaceutiques, pneumatiques, équipements mécaniques, équipements électroniques et électriques, hors électroménager, matériel pour le transport ferroviaire, etc.

Dans le secteur agricole et agro-alimentaire, l'objectif de l'accord est de permettre l'accès préférences pour certain produits.

1.2.2.2. L'harmonisation du cadre de réglementaire.

Le deuxième élément de l'accord d'association concerne l'harmonisation de la réglementation commerciale algérienne au moyen d'une suppression progressive de toutes les pratiques qui faussent le commerce entre les partenaires, notamment les monopoles, les aides publiques ou les privilèges accordés à des entreprises publiques. L'accord d'association avec l'union européen prévoit l'harmonisation des normes « dans le transport, les télécommunications, etc.) et des systèmes de régulation visant la comptabilité et les services financiers, les statistiques et les douanes. Cet effort d'adaptation est indispensable pour restructurer l'industrie algérienne et pour diversifier son

économie en assurant un meilleur accès des produits industriels et manufacturés de l'Algérie aux marchés mondiaux et de l'UE¹.

1.2.2.3. La coopération

Ce **troisième élément** a pour objet l'accroissement de la coopération économique, financière, sociale et culturelle. Elle est stratégique parce qu'elle vise à appuyer les principales politiques économiques qui doivent accompagner la mise en œuvre de l'accord.

1.2.3. Les accords bilatéraux avec les pays arabes.

L'Algérie a signé des conventions avec la plupart des pays arabes en vue de la facilitation et de la promotion des échanges avec eux, mais elles sont restées sans grand effet sur leur commerce. Avec la Tunisie, une convention a été signée en 1981 prévoyant l'exonération des taxes et droits de douanes entre les deux pays, mais elle fut gelée par la partie algérienne en 1996, même chose avec celle signée avec le Maroc en 1989. Avec la Libye, c'est en 1973, que la convention a été signée, mais non pas appliquée par l'Algérie, même si la partie libyenne accorde, en vertu d'une loi interne, l'exonération des droits de douanes à tous les produits d'origine des pays arabes y compris l'Algérie. Avec la Mauritanie, une convention commerciale a été introduite en 1996, n'a pu être ratifiée qu'en 2005, et n'est toujours pas mise en application. La convention commerciale et tarifaire signée avec la Jordanie en 1997, est appliquée par les deux parties, et prévoit l'exonération des droits des douanes et des taxes et impôts d'effet équivalent aux droits de douanes, sauf les marchandises figurant sur une liste négative jointe à la convention.²

¹ KEDDAM ABDELHAKIM, KACI RABAH, *op.cit.*, p44

² *Ibid*, p45

1.2.4. Le Système Généralisé des Préférences commerciales (SGP) avec les USA

Depuis 2004, les produits algériens sont éligibles au SGP américain qui est un système par lequel les États Unis accordent une franchise de droits de douanes pour un certain nombre de produits. Le bénéfice de cet avantage est conditionné par l'exportation directe de l'Algérie vers les USA sans passer par le territoire d'un autre pays, sauf en transit, et que tous les documents : factures, connaissement et autre pièces doivent indiquer les USA comme destination finale.

Le système de l'économie planifiée n'a pas servi l'économie de l'Algérie, ce qui a nécessité sa réorientation vers l'économie de marché dès 1994, par l'adoption de plusieurs politiques pour libéraliser le commerce extérieur et améliorer les exportations hors hydrocarbure. Cela ne peut se réaliser que par la démonopolisation des activités commerciales et la création en abondance des PME productives considérées comme le moteur essentiel d'une croissance interne et seules créateurs de richesse durable. La majorité des PME en Algérie sont donc nées à partir de la fin des années 1980, et avant cette date, les PME n'ont joué qu'un rôle mineur dans l'économie nationale.

1.2.5. Autres mesures encadrant les opérations de commerce extérieur

D'autres mesures relatives aux opérations de commerce extérieur ont été prises, à savoir¹:

1.2.5.1. Domiciliation bancaire des importations

En application du règlement n°05-2017 du 22/10/2017 de la Banque d'Algérie(BA), les domiciliations bancaires relatives à l'importation des

¹ ACHICHE Ania et HAKKOUM Dyhia, op.cit., pp78-79.

marchandises destinées à la revente en l'état et ne constituant pas un intrant industriel, doivent être accomplies dans un délai minimum d'un (01) mois avant la date d'expédition de ces marchandises avec une couverture financière de 120% du montant de l'opération.

La baisse des importations pour la plupart des groupes de produits pour les huit premiers mois de 2019 est due à l'adoption d'une politique visant à encourager la production nationale. Pour cela, un décret a été publié pour réduire l'importation de quelques produits, il s'agit notamment du décret exécutif n° 19-12 du 24 janvier 2019 modifiant et complétant le décret exécutif n° 18-02 du 7 janvier 2018 portant désignation des marchandises soumises au régime de restriction à l'importation ; ce décret rallonge encore plus la liste des produits soumis au régime de restriction des importations.

Les marchandises et produits qui ont été soumis à la suspension provisoire à l'importation durant l'année 2018, sont désormais, libre à l'importation moyennant le paiement d'un droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS). L'instauration du DAPS comme instrument tarifaire, intervient pour des raisons liées à la sauvegarde de la balance de paiement, l'encouragement de la production nationale et le développement des industries naissantes.

Le DAPS concerne les groupes de produits ci-après:

Viandes blanches et rouges (à l'exception de la viande bovine congelée), Fruits secs, Fruits frais (à l'exception de la Banane), légumes frais, Préparation de viandes, Préparation de poissons, Fruits conservés ou préparés, Préparations alimentaires, Préparations pour soupes et potages, Dérivés de céréales, Ciment, Produits cosmétiques, Papiers d'hygiène, Produits plastiques, Caisses et caissettes en bois, Tapis, et autres revêtement de sol en matières textiles, Marbre et granit finis, Céramique finie, Produits en céramique, Verre et ouvrage en

verre, ouvrages en fonte, Aluminium et ouvrage en aluminium, articles de robinetterie sanitaire, Chaises et meubles, Lustres, Machines et articles électroménagers, Téléphonie mobile et Ouvrages divers.

(La liste de marchandises et produits soumis au DAPS peut faire l'objet d'une révision et d'une actualisation périodique et ce, en fonction de l'évolution de la mise à niveau des entreprises nationales par rapport à la concurrence internationale et sur la base du suivi de volume des importations des dits produits et ce, en coordination avec les secteurs économiques et les représentants des filières concernées.)

Un dispositif du suivi des importations des produits soumis au DAPS est mis en place (Commerce/ Douanes), en vue de lutter, le cas échéant, contre les pratiques déloyales en matière d'importation.

1.2.5.2. Les intervenants du commerce international

Les institutions qui régulent et interviennent dans le CI et dans les transactions financières internationales sont essentiellement :

- ✓ OMC ;
- ✓ FMI ;
- ✓ BM ;
- ✓ CCI.

a. L'organisation mondiale du commerce

L'objectif premier de l'OMC est d'assurer l'ouverture du commerce dans l'intérêt de tous.

C'est la seule l'organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'organisation se trouve les

accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs parlements. Le but est de favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges¹.

L'OMC a de nombreux rôles: elle administre un système mondial de règles commerciales, elle sert de cadre pour la négociation d'accords commerciaux, elle règle les différends commerciaux entre ses Membres et elle répond aux besoins des pays en développement.

Toutes les grandes décisions sont prises par les gouvernements membres de l'OMC, soit au niveau des ministres qui se réunissent normalement au moins tous les deux ans, soit au niveau des ambassadeurs ou des délégués qui se rencontrent régulièrement à Genève.

b. Le Fond Monétaire International

Le FMI est une organisation regroupant 184 pays. Il a pour mission de promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, d'assurer la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté de ses adhérents.

L'institution a pour but de prévenir les crises systémiques en encourageant les pays à adopter des politiques économiques saines, dans le même temps, et comme son nom l'indique, elle est un fond auquel les États membres qui ont des besoins de financement temporaires peuvent faire appel à ce dernier, pour remédier à leurs problèmes de balance des paiements.

c. La Banque Mondiale

La banque mondiale est une institution internationale créée le 27 décembre 1945. Complémentaire du FMI créé en juillet 1944, elle avait pour but d'aider l'Europe et le Japon à procéder à leur reconstruction à l'issue de la seconde guerre mondiale.

A son origine, elle se confondait avec la BIRD qui est le nom qui lui avait été officiellement attribué à sa création. Aujourd'hui, la Banque mondiale est un groupe qui réunit quatre autres institutions¹ :

- ✓ la Société financière internationale, créée en 1956 ;
- ✓ l'Association internationale de développement, fondée en 1960 ;
- ✓ le Centre international de règlement des différends, établi en 1966 ;
- ✓ et l'Agence multilatérale de garantie des investissements, mise sur pieds en 1988.

Le siège de la BM se situe à Washington, aux Etats-Unis. Elle est dirigée depuis 2019 par l'américain David R. Malpass.

Aujourd'hui, le principal rôle de la BM est de lutter contre la pauvreté dans le monde. Pour remplir cette mission, elle dispose de moyens financiers importants et d'une organisation spécifique. La BM fait cependant l'objet de critiques, notamment en raison des dommages que ses interventions ont pu faire subir aux populations les plus pauvres.

¹ Idres Nadine et Saad Chahrazed, « Les garanties bancaires internationales. Cas : La mise en place des garanties internationales dans le cadre d'un crédit documentaire au sein de la banque Crédit Populaire d'Algérie, direction de finance extérieur, Bab Ezzouar, Alger », mémoire master en sciences de gestion, université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2020-2021, p5

d. La Chambre de Commerce Internationale

La CCI représente mondialement les entreprises, elle a pour objectif de favoriser les échanges, l'investissement, l'ouverture des marchés aux biens et aux services et la libre circulation des capitaux. Elle a pour mission d'encourager les échanges commerciaux et les investissements internationaux, élaborer les règles et les outils du commerce international : crédits documentaires, garanties bancaires, incoterms, modèles de contrats internationaux et parler au nom de la communauté économique mondiale¹.

Section 2 : Évolution et effet du commerce extérieur en Algérie sur la croissance économique.

Dans cette présente section nous allons présenter l'évolution et effet du commerce extérieur en Algérie durant la période de 2000 à 2020.

2.1. Évolution du commerce extérieur en Algérie

Le commerce extérieur en Algérie se caractérise par une forte dépendance vis-à-vis des prix du pétrole. Dans le cadre du développement des exportations algériennes notamment celles des produits hors hydrocarbures, les autorités algériennes ont mené une série de mesures de soutien et d'accompagnement des entreprises exportatrices, notamment suite à la période de crise 1986 et à la crise financière de 2008, qui a touché le développement des entreprises algériennes en particulier et de l'économie algérienne en général. À cet effet, les autorités algériennes ayant pour objectif principal de libéraliser le commerce extérieur.

¹ Idres Nadine et Saad Chahrazed, op.cit, p6.

2.1.1. L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie (période 2000-2020)

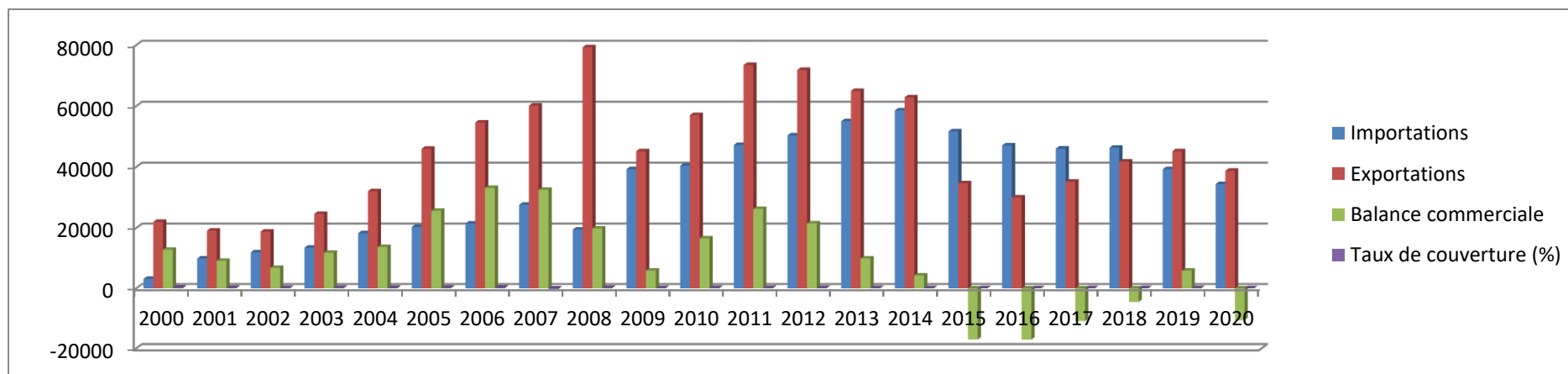
Le tableau ci-après nous fournis les informations nécessaires pour bien suivre et comprendre l'évolution du commerce extérieur en Algérie durant la période de 2000 à 2020.

Tableau N° 04 : L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie (période 2000-2020) valeur en M.USD

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Importations	9173	9940	12009	13534	18308	20357	21456	27631	30479	39294	40473	47247	50376	54852	60061	51702	47089	45957	46197	39294	34395,6
Exportations	22031	19132	18825	24612	32083	46001	24612	60163	79298	45194	57053	73489	71866	65917	58580	34668	30026	34763	41168	45194	38796,6
Balance commerciale	12858	9192	6816	11078	13775	25644	3156	32532	48819	5900	16580	26242	21490	11065	1481	-17034	-17083	-11194	-5029	5900	-10599,1
Taux de couverture (%)	240,2	192,5	156,8	181,9	175,2	226	251,5	217,7	200,9	115	141	155,5	142,7	118	101,4	67,1	63,8	76,4	90,2	115	69,2

Source : Établir par nos mêmes à partir des donnée de l ONS et rapport statistique Banque d'Algérie, 2023.

Figure N° 03 : L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie (période 2000-2020) valeur en M.USD



Source : Établir par nos mêmes à partir des donnée de l ONS et rapport statistique Banque d'Algérie, 2023.

Les statistiques du tableau ci-dessus représente les principales tendances des importations, exportations et la balance commerciale pour la période allant du 2000 jusqu'à 2020, nous allons constater que :

Les importations ont augmenté régulièrement entre 2000 et 2007, Par la suite, elles ont enregistré une baisse considérable, passant de 27631 Milliards de dollars en 2007 à 30479 Milliard de dollars en 2008 soit une baisse de 16.8%, puis ont rebondi dès 2009 jusqu'à 2014 où les importations en Algérie atteignant un pic de 60061 millions de dollars américains. Cela est dû à la demande accrue de biens importés pour soutenir la croissance économique et répondre aux besoins de la population. Les importations ont ensuite diminué à nouveau en 2015, atteignant 46197 millions de dollars en 2018. La principale raison de cette baisse a été le choc pétrolier de 2014 et la chute néfaste des prix du pétrole, qui ont réduit les revenus du pays et limité sa capacité afin de financer des importations coûteuses. L'Algérie a également pris des mesures pour réduire ses importations et soutenir la production et les produits locaux.

Ensuite, durant la période allant 2019 à 2020, les importations ont diminué en raison de la crise sanitaire mondiale provoquée par la COVID-19, qui a entraîné un ralentissement économique et une perturbation de la chaîne d'approvisionnement.

Durant l'année 2000 les exportations ont enregistré une valeur de 22031 milliards de dollars, puis baissent en 2002 à 18825 milliards de dollars et reprennent à partir de 2003 pour atteindre la valeur 79298 milliards de dollars en 2008. Cette hausse des exportations est du fait de l'augmentation des prix du pétrole, et la signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne en 2002, et qui est mis en application en Septembre 2005. Par la suite, les exportations Algériennes ont enregistré une baisse considérable, de 45194 Milliard de dollars en 2009 suite à la crise financière internationale qui a engendré une chute brutale des prix du pétrole. Mais dès 2010 la situation s'est

rafraichit, un accroissement de 57053 Milliards de dollars, soit une augmentation de 26.24 % en 2010, et continue pour atteindre la valeur de 73489 milliards de dollars en 2011. Depuis 2013, la situation des exportations algériennes a connu une dégradation continue jusqu' à 2020 suite à l'abaissement des prix des hydrocarbures qui ont passés de 115 de dollars pour le baril en 2014 à seulement 23 de dollars en 2016.

La balance commerciale dans l'année 2000 enregistré un excédent d'une valeur de 12858 millions de dollars, et durant la période allant 2001 à 2007 la balance commerciale a connu une augmentation pour atteindre les 32532 millions de dollars. Le solde commercial enregistré une augmentation pour s'établir à 48819 millions de dollars en 2008, puis 5900 millions de dollars en 2009. Alors une reprise, en 2010 et 2011, de 2012 à 2014 a enregistré un moindre excédent. La balance commerciale due à la baisse des prix de pétrole et de la demande mondiale des produits de base (pétrole et gaz) durant cette période. La balance commerciale enregistré de déficits pendant la période de 2015 à 2018 passant de -17034 millions de dollar en 2015 à -17083 millions USD en 2016, puis atteindre les -11194 millions de dollars en 2017 et les -5029 millions de dollars en 2018. Cette baisse est due aux contre-choc pétrolier de 2014 et étant donné que l'Algérie dépend fortement des exportations d'hydrocarbures. La balance commerciale a connu un déficit pendant toute la période à cause de la forte diminution des exportations mais aussi à cause de l'excès d'importations provenant des exportations. Puis une légère augmentation durant l'années 2019 par rapport à la période précédant avec une valeur de 5900 millions USD en passant une petite baisse de -10599,1 millions USD pour l'année 2020 cette diminution due à la crise sanitaire de la COVID-19.

2.1.2. Soldes commerciaux par groupes d'utilisation

Tableau N°05 : Structure des exportations (année 2020).

Valeurs en Millions

Valeurs	DZD	USD
Exportations provisoires des hydrocarbures	649606.96	5124.32
Exportations définitives des hydrocarbures	2081145.10	16416.79
Exportation hors hydrocarbures	285926.46	2255.49
Balance commerciale (Hors exportations provisoires des hydrocarbures)	-1993248.74	-15719.36

Source : statistiques_du_commerce_exterieur_de_l_algerie_annee_2020.pdf, p9

La balance commerciale à enregistré un déficit durant l'année 2020, ce dernier fait ressortir au titre de cette année, les montants des exportations provisoires des hydrocarbures (régimes douaniers non apurés), des exportations définitives des hydrocarbures et des exportations hors hydrocarbures, s'élevant respectivement à 5.12 Mds USD, 16.42 Mds USD et 2.26 Mds USD.

Si on prend en compte seulement les exportations définitives, le déficit de la balance commerciale passe de 10.60 Mds USD contre à 6.11 Mds USD durant l'année 2019¹.

2.1.3. Le développement humain en Algérie

Selon l'Indice de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)². En 2019, l'Algérie affiche une position intéressante dans le développement humain, se situant dans la catégorie "développement humain élevé" son IDH était de 0,748, la classant au 91^e rang

¹ statistiques_du_commerce_exterieur_de_l_algerie_annee_2020.pdf, p9

² <https://www.aps.dz/algerie/144613-developpement-humain-l-algerie-classee-a-la-tete-des-pays-de-l-afrique-du-nord-pnud/>

sur 189 pays et territoires. Ce score reflète des améliorations notables dans la santé, l'éducation et le niveau de vie de la population algérienne.

En Afrique, l'Algérie s'est positionnée au 3^e rang, derrière les Seychelles et l'île Maurice, devant l'Égypte et la Tunisie à la quatrième place, la Libye au 5^e rang, l'Afrique du Sud au 6^e rang et le Maroc, classé à la 10^e place, selon le même document de l'organisation onusienne.

Sur les 191 pays classés par le rapport du PNUD, l'Algérie occupe le 91^e rang devant la Tunisie et l'Égypte (97^e), la Libye (104^e), l'Afrique du Sud (109^e) et le Maroc (123^e).

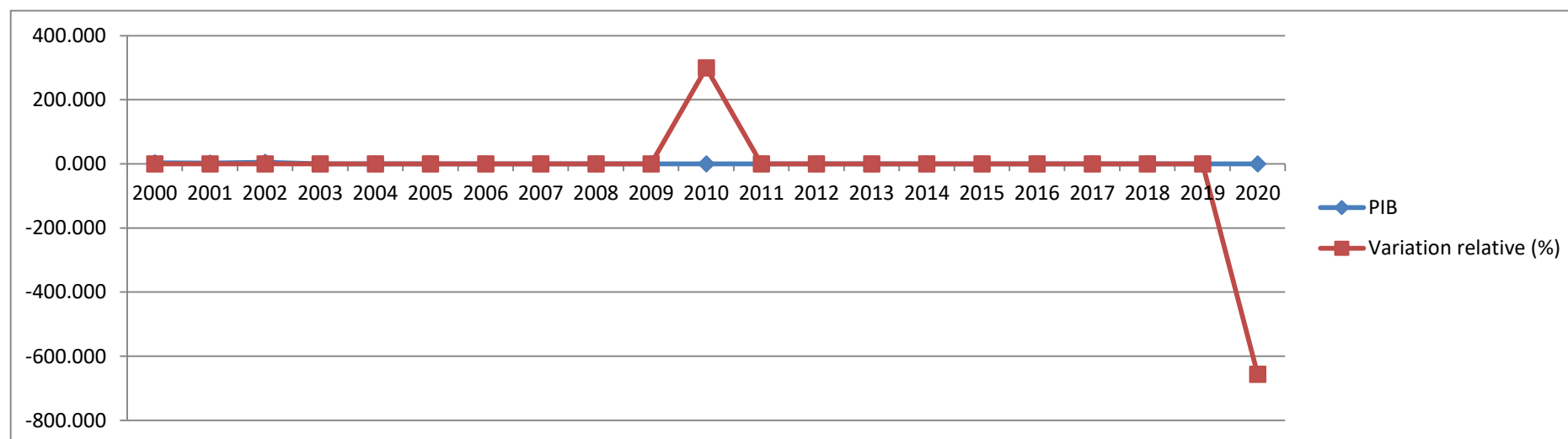
2.1.4. Croissance annuelle du PIB (en %)

Tableau N°06 : Croissance annuelle du PIB (en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB	3.800	3.000	5.400	6.500	4.500	5.400	2.900	3.100	2.500	1.200	4.800	3.000	2.400	2.600	4.100	3.200	3.900	1.500	1.400	0.900	-5.000
Variation relative (%)	18.7	-21.1	80.0	20.4	-30.8	20.0	-46.3	6.90	-19.4	-52.0	300	-37.5	-20.0	8.33	57.7	-22.0	21.9	-61.5	-6.67	-35.7	-656

Source : Établir par nos mêmes à partir des donnée de Banque mondiale, Highcharts.com, consulté le 13/07/2025 à22H25.

Figure N°04 : Croissance annuelle du PIB (en %)



Source : Établir par nos mêmes à partir des donnée de Banque mondiale, Highcharts.com, consulté le 13/07/2025 à22H25.

En Algérie, le PIB, exprimé en prix constants 2000 à 2009, ensuite a évolué de manière significative atteignant un pic entre 2009 à 2010. encore une fois les donnée montrent des prix constants depuis 2011 jusqu'au l'année 2019. Ce dernier le PIB a marqué une chute de -656%

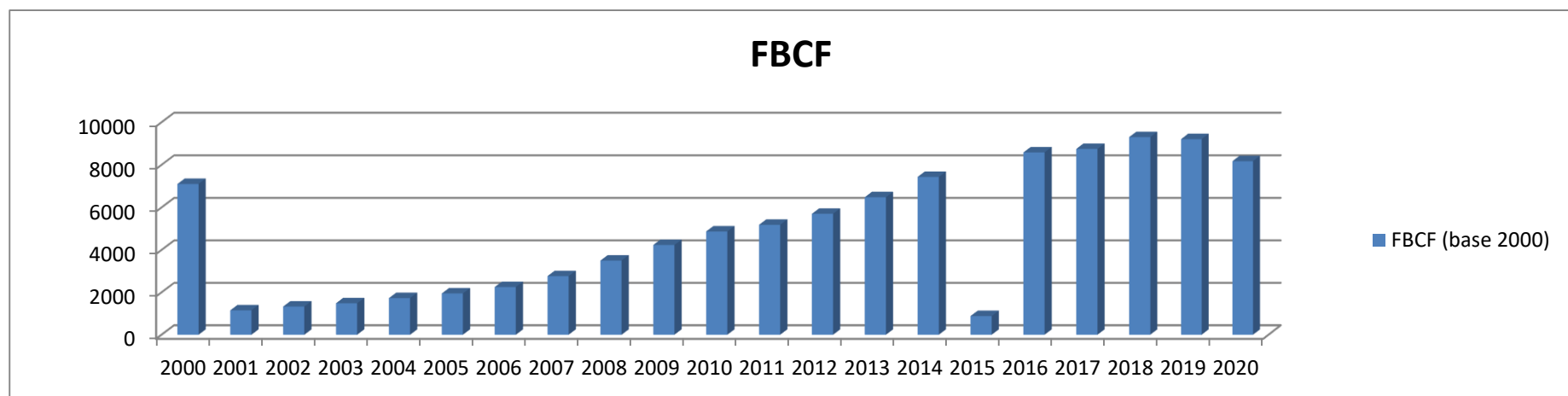
2.1.5.Évolution de la FBCF entre 2000-2020.

Tableau N°07 : Évolution de la FBCF entre 2000-2020

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
FBCF	7101.9	1152.6	1329.5	1485.4	1728.8	1947.9	2250.3	2764.3	3499.5	4234.2	4870.0	5184.3	5701.3	6480.8	7431.8	881.9	8583.3	8746.3	9302.3	9206.5	8170.6
Variation (%)	994.5	19.4	19.6	17.4	17.1	15.2	14.3	12.3	8.4	11.1	11.9	12.2	14.2	13.9	15.3	14.4	13.8	13.6	13.3	17	15

Source : Établir par nos mêmes à partir des donnée de l'ONS et rapport statistique Banque d'Algérie, 2023.

Figure N°05 : Évolution de la FBCF entre 2000-2020



Source : Établir de nos même à partir des donnée de l'ONS et rapport statistique Banque d'Algérie, 2023.

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) en 2020 baisse de 15% après une baisse de 17% en 2019. Le taux d'accumulation de l'économie demeure important en 2020, car la part de la FBCF dans le PIB est de 38,6%.Ce ratio révèle un effort d'investissement encore important mais qui est encore un investissement d'infrastructures et de construction (logements) et qui demeure le fait de l'Etat.

2.2. Effet du commerce extérieur sur la croissance économique en Algérie.

Les plans de croissance économique entre 2001 et 2014 ont un effet sur la balance des paiements et la balance commerciale suites aux déficits du compte courant de la balance des paiements depuis 2014. Ces déficits résultent autant du niveau relativement bas des prix du pétrole et de la faiblesse des exportations hors hydrocarbures, que du niveau très élevé des importations qui ont augmenté de plus de 40% entre 2010 et 2014.

Dans le contexte de faiblesse des investissements directs étrangers et d'absence de financements extérieurs des investissements domestiques (endettement extérieur), ces déficits ont été financés quasi exclusivement par des prélèvements sur les réserves de change. Ce qui explique la rapide érosion de ces réserves dont le stock a reculé de plus de 50% entre fin 2015 et fin 2019. cette situation est due à la faible diversification des exportations des biens hors hydrocarbure ainsi qu'à la tendance haussière des importations..

Les mesures prises en 2015 visant l'emballage des importations ainsi que le resserrement des exigences en matière de normes et la préparation du dispositif d'encadrement des importations. Ces deux principaux changements ont influencé le solde de la balance des paiements qui a enregistré son second déficit pour passer de 9.28 MSD en 2014 à 27.48 MSD en 2015 suite à la dégradation de la balance commerciale.

De même, ce déficit est passé de 4,4 % du PIB en 2014 à 16,5 % en 2015, entraînant un déficit du solde global de 16,7 % du PIB (2,8 % en 2014). En conséquence, les réserves de change, dont l'encours avait déjà baissé de 194 MSD à fin 2013 à 178,9 milliards de dollars à fin 2014, ont encore baissé pour atteindre 144,1 MSD à fin 2015. Cependant, l'accumulation antérieure d'épargnes financières et de réserves de changes importantes a permis d'amortir l'impact de la forte chute des prix du pétrole sur l'activité économique et

l'emploi, notamment à travers le maintien d'un niveau de dépenses publiques élevé.

C'est ainsi que la baisse des exportations d'hydrocarbures de 15,6 % a abouti à des déficits, des comptes courant et global de la balance des paiements de près de 26 Milliards de dollars, en très légers reculs par rapport aux déficits de 2015 grâce aux diminutions des importations de biens estimée à (-6,1 %). Quant aux cours du brut, sont passées de 53.1 dollars en 2015 à 45 dollars en 2016, à cet effet le déficit de la balance commerciale s'est élargi de 2.04 MSD, passant de 18.08 MSD en 2015 à 20.13 MSD en 2016.

L'évolution des différents postes de la balance des paiements : revenus des facteurs, services hors revenus des facteurs, et transferts courants, a abouti à un déficit de 26.22 MSD de la balance des paiements. Cependant, malgré la baisse des recettes des exportations d'hydrocarbure de 5.6 MSD, le déficit a connu une légère diminution de 1.07 MSD en raison du recul des importations de 3,21 MSD et de la diminution significative du déficit du « poste revenus des facteurs » de près de 2,9 MSD.

Une réduction des déficits des comptes extérieurs et des finances publiques s'est traduite après la remontée du prix moyen du pétrole en 2017 (20.2%), ainsi qu'à l'augmentation des exportations d'hydrocarbures et à la quasi stabilisation des importations, ce qui a aboutit à une réduction des déficits des comptes courants de la balance de paiements, de près de 26.22 MSD en 2016 à près de 21.85 MSD en 2017.

Cependant, ces déficits, encore élevés, se sont traduits par la poursuite de l'érosion des réserves de change qui sont passées de 114,14 milliards de dollars en 2016 à 97,33 milliards de dollars en 2017. Rapporté au PIB, le déficit de la balance des paiements s'élève à 12,8 % en 2017 contre 16,5 % en 2016, et traduit un excès de la dépense intérieure brute sur le revenu national disponible brut.

Après la chute des prix du baril à 50.9 dollars au cours du premier semestre de 2017, en 2018 le prix a atteint 71.8 dollars au premier semestre de 2018 à nos jours.

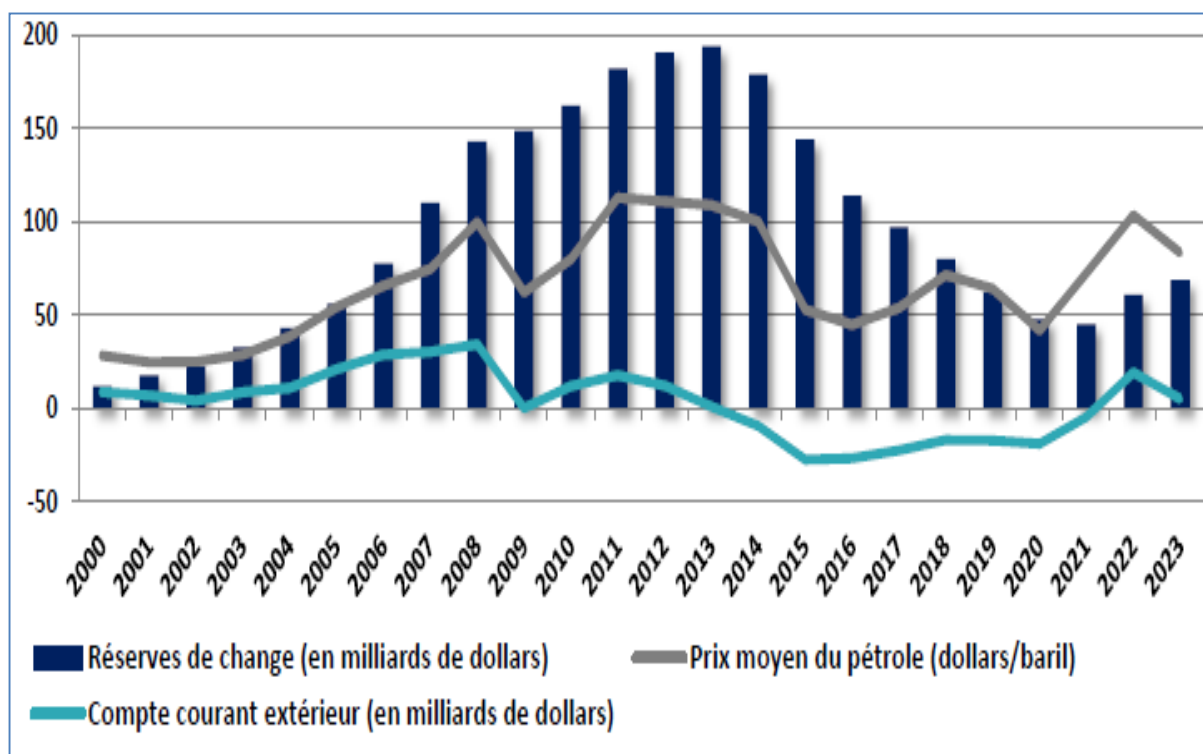
Alors que la période allant de 2000 à 2020, était connue pour être relativement stable en matière de production avec une légère baisse qui peut être expliquée par le déclin de la productivité des principaux champs gaziers tels que le champ de Hassi Ramel, dont la production représentait 65% de la production totale de gaz naturel en Algérie en 2007, en plus de l'absence d'exploration d'autres grands champs pétroliers, à l'exception de quelques petits champs. Il est à noter que malgré tout cela, l'Algérie reste le plus grand producteur en Afrique et l'un des plus grands producteurs au monde¹.

2.3. Évolution des réserves de changes

Les importants déficits de la balance des paiements enregistrés depuis 2014 se sont traduits par une forte contraction des réserves officielles de change (hors or). Celles-ci sont passées, en effet, de 114,14 milliards de dollars EU à fin décembre 2016 à 48,17 milliards de dollars EU à fin 2020.

¹ BENABDELKADER FATIMA ELHADIA, Potentiel de maîtrise de l'énergie dans le domaine des transports en Algérie, mémoire master académique en Physique énergétique et énergies renouvelables, université KASDI MERBAH, Ouargla, 2021/2022, p4

Figure N°06 : Évolution des réserves de changes



Source : Rapport annuel 2020, Banque d'Algérie, p90.

En effet, l'encours des réserves officielles de change (or monétaire non compris) est passé de 194,01 milliards de dollars à fin 2013 à 114,14 milliards de dollars à fin 2016, puis à seulement 45,30 milliards de dollars à fin 2021.

Cependant, l'important excédent du solde global de la balance des paiements enregistré en 2022 (18,468 milliards de dollars) ainsi que celui de moindre ampleur constaté en 2023 (6,347 milliards de dollars) ont permis la reconstruction de cet important buffer face aux chocs externes à savoir les réserves officielles de change (or monétaire non compris). Elles ont atteint 60,944 milliards de dollars à fin 2022 et 68,988 milliards de dollars à fin 2023¹.

Exprimées en termes de mois d'importation de biens et services, les réserves officielles de change (or monétaire non compris) représentent à fin 2023 l'équivalent de 16,1 mois contre 15,7 mois à fin 2022 (12,3 mois à fin

¹ Rapport annuel 2020, Banque d'Algérie, p90

2021). Ce niveau, largement supérieur aux recommandations minimales des standards

Conclusion du chapitre

Dans le contexte de l'économie algérienne, le commerce extérieur a connu de profondes transformations depuis l'indépendance, et son environnement économique a connu une mutation radicale. Cela est dû au passage d'une économie dirigée à une économie libérale, d'une part, et à la mise en œuvre des programmes de relance économique lancés en 2004, d'autre part. Depuis 2010, les échanges commerciaux ont fluctué, la balance commerciale étant négative depuis sept ans. La chute du prix du baril en 2014 a eu un impact significatif sur l'économie algérienne, si bien que les prix à l'importation et à l'exportation ont continué de fluctuer jusqu'en 2020, année où le commerce mondial a stagné en raison de la pandémie de COVID-19.

Conclusion générale

Conclusion générale

En conclusion de ce travail, nous tenterons d'apporter des réponses concrètes à la question principale : « *Quels sont les effets du commerce extérieur sur la croissance économique en Algérie durant la période 2000-2020 ?* » Nous cherchons ainsi à clarifier la contribution essentielle du commerce international à la croissance économique.

La croissance économique correspondant au taux de croissance à long terme de la production et des revenus, les pays du monde entier sont affectés, positivement ou négativement, en raison de la volatilité croissante des marchés d'exportation et d'importation. À cette fin, nous présentons, par ordre chronologique, les différentes étapes de transformation que le pays a traversé, en soulignant l'impact des réformes structurelles et conjoncturelles sur le commerce extérieur.

L'économie algérienne est axée sur les secteurs de l'industrie et des services. Selon les résultats analysés, les exportations d'hydrocarbures représentent plus de 90 %, suivies des produits industriels et alimentaires, qui ne représentent que 10 %. Concernant les importations, les produits industriels et alimentaires sont les plus importés, contrairement aux matières premières, aux minéraux et aux produits agricoles, qui représentent plus de la moitié des importations. Cela s'explique également par l'avantage comparatif de l'Algérie dans les secteurs du pétrole et du gaz, et par conséquent, par la concentration de ces produits dans le panier d'exportation. Par conséquent, nous pouvons conclure qu'une ouverture commerciale accrue a un impact négatif sur la diversification des exportations. Enfin, nous avons présenté les statistiques les plus importantes couvrant la période 2000 et 2020, à travers lesquelles nous sommes parvenus aux résultats suivants .:

- À la fin des années 1980, suite aux accords signés avec le Fonds monétaire international, l'Algérie s'est engagée dans un vaste processus de réformes et de restructuration visant à libéraliser son économie. Ce processus a conduit à la libéralisation du commerce extérieur en 1994 et à de nombreuses initiatives.
- L'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce, acteur clé du libéralisme mondial, suscite une controverse croissante quant à l'engagement de l'Algérie à ouvrir ses marchés, avec des réactions positives et négatives souvent divergentes.
- La récession économique actuelle en Algérie, causée par la baisse des exportations pétrolières depuis 2014, a incité le gouvernement à adopter des mesures structurelles et conjoncturelles pour relancer sa production et son économie, sur la base du plan d'ajustement structurel. Ces politiques conjoncturelles impliquent principalement l'application de licences et de restrictions à l'importation sur certains produits, ainsi que des décisions relatives aux tarifs douaniers.
- Ces dernières années, le commerce extérieur de l'Algérie a connu une croissance significative grâce à son ouverture à l'économie de marché. Le commerce extérieur s'est également développé grâce à la mondialisation et à l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages :

- 1- LEROY F., « Les stratégies de l'entreprise », 3ème édition, DUNOD, Paris, 2008.
- 2- B. ALINE, D. CHISTIN, « Dictionnaire des sciences économiques », édition ARAN Colin, Paris.
- 3- BATTIAU Michel « Le commerce international » édition ellipse, Paris, 2002.
- 4- BERNARD.B, YVES.S., « Initiation à la macroéconomie », Edition Dunod, 9ème édition, Paris, 2007 .
- 5- BERTRAND NEZEYS, « Commerce international, croissance et développement », édition ECONOMICA, 1990.
- 6- CHRISTIAN AUBIN, PHILIPPE NOREL, « économie internationale : faits, théories et politiques », éditions du seuil, 2000.
- 7- GUENDOOUZ BRAHIM, « Relations économiques internationales » ; éd. El Maarifa, Alger, 2008.
- 8- JACQUET JEAN- MICHEL et DELEBECQUE PHILIPPE, « Droit du commerce international », Edition Dolloz, Paris 2000.
- 9- JAMES. E. « Histoire sommaire de la pensée économique », 1969.
- 10- MEIER O., « Fusions, acquisitions (stratégie, finance, management) », 3ème édition, édition DUNOD.
- 11- RAFFINOT, M. « L'insertion internationale des pays en développement. Dans: Économiedu développement » Edition Dunod, Paris, 2015.
- 12- RAINELLI Michel, Le commerce international. 9eme édition, La Découverte, Paris, 2003.

- 13- SAMUELSON ALAIN, « Les grands courants de la pensée économique », OPU, Alger, 1993
- 14- Williamson, S. Macroeconomics.6ème édition Pearson, Paris, 2018.

Thèse & Mémoire de fin d'études :

- 15- ACHICHE ANIA ET HAKKOUM DYHIA, « L'impact des réformes économique sur le vcommerce extérieur en Algérie (1963-2019) », mémoire master en sciences financières et comptabilité, université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2018/2019.
- 16- ACHOUR TANI YAMNA, « L'analyse de la croissance économique en Algérie », thèse De Doctorat en Sciences de gestion, option : Finances Publiques, université Abou BekrBelkaid, 2013-2014.
- 17- BENABDELKADER FATIMA ELHADIA, Potentiel de maitrise de l'énergie dans le domaine des transports en Algéries, mémoire master académique en Physique énergétique et énergies renouvelables, université KASDI MERBAH, Ouargla, 2021/2022.
- 18- DEKICHE DJAMEL, « L'impact de l'ouverture sur la croissance économique de l'Algérie », mémoire de magister en économie, Université d'oran Es-Sénia, 2011/2012.
- 19- Gaël VETTORI, « économie d'échelles » université de Genève, 2003
- 20- GHAROUT NACERA, KERBICHE SAMIRA, « Etude sur les procédures d'une opération d'importation cas de Eniem », Mémoire de fin d'études, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2016/2017.
- 21- HAMADACHE FATMA et HATEB SOUAD, « L'impact des accords avec l'UE sur le commerce extérieur de deux pays : Etude comparative entre l'Algérie et le Maroc, mémoire master en sciences économique, université Mouloud MAMMERI de Tizi-ouzou, 2016/2017.
- 22- KARARA THINHINANE, IKHELEF CHABHA, « Lesprocédures de dédouanement des marchandises à l'importation », mémoire master en

sciences commerciales, université mouloud Mammeri de Tizi-ouzou, 2019/2020.

- 23- KEDDAM ABDELHAKIM, KACI RABAH, « Le financement des exportations Hors Hydrocarbures en Algérie « Cas d'une opération d'exportation au niveau de l'AHB Alger », mémoire master en sciences commerciales, université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2017/2018
- 24- MURAT YILDIZOGLU, « Sources de la croissance économique », mémoire de l'université Bordeaux, France, avril 2014.
- 25- REASA MARIE JODIE, « Analyse de l'impact de la croissance économique sur l'environnement : cas de l'Algérie », mémoire du master en économie de développement durable et de l'environnement, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2016/2017.
- 26- SELLAH M'HENA et HADDOUCHE YANIS, « Evolution des statistiques du commerce extérieur de l'Algérie sur la période 2008-2022 », mémoire master en sciences commerciales, université Mouloud MAMMERI de Tizi-ouzou, 2021/2022.
- 27- TAOURIRT ADEL, « L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique : cas de l'Algérie (1980-2014), mémoire master en sciences économique, Université Abderrahmane Mira, Béjaïa, 2016/2017.
- 28- TAOURIRT ADEL, MESAHLI KAMELIA « L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique : cas de l'Algérie (1980-2015), mémoire master en sciences économique, Université Abderrahmane Mira, Béjaïa, 2016/2017
- 29- ZIDANI ABDELHAMID, TERRAK ABDELGHANI « Exportation hors hydrocarbures, processus et contrainte cas groupe SAIDAL », Mémoire fin d'étude, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2018.

Documents, articles et revues :

- 30- Article sur la Politique Industrielle Transformatrice Pour L'Afrique
- 31- BENSAPTA Kamel MALIK, « Croissance Economique Naturelles : Le cas de l'Economie Algérienne », Revue finance et marchés, Université Hassiba Ben Bouali, Chlef
- 32- KADI ALI, « L'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur la croissance économique mondiale et leur place dans l'économie algérienne », Revues des sciences commerciales, Volume 6, Numéro 2, 2007, pp 62-81
- 33- MARCO WAGENER et DANIEL BECKER, « Analyse de la productivité, de ses déterminants et de ses résultantes, dans un contexte international », CES/PRODUCTIVITE, Luxembourg, 2018.
- 34- Mustapha Mekideche, L'Algérie de demain Relever les défis pour gagner l'avenir, (Le secteur des hydrocarbures en Algérie (1958-2008): problématiques, enjeux et stratégies), Fondation FRIEDRICH EBERT, Alger, septembre 2008
- 35- Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, (2016), Politique industrielle et transformation pour l'Afrique, Chapitre 2 : De « La tragédie de la croissance africaine à l'émergence de l'Afrique »- Démystifier les mythes
- 36- PHILIPPE AGHION, et al., « Le pouvoir de la destruction créatrice », Collège de France-Chaire Economie des institutions, de l'innovation et de la croissance, Odile Jacob, 2022
- 37- Revue économique de l'OCDE n°33, 2001/II,
- 38- Revue économique de l'OCDE n°33, 2001/II.
- 39- RICHARD N. COOPER, « Stagnation séculaire ? », Article de revue d'économie financière, n°121, Université HARVARD, 2016.
- 40- SAMUELSON ALAIN, « Les grands courants de la pensée économique », OPU, Alger, 1993.

- 41- statistiques_du_commerce_exterieur_de_l_algerie_annee_2020.pdf,
- 42- Terminale SES – Synthèse de cours avec manuel Hachette – P. Savoye

Dictionnaires :

- 43- ALINE B., CHISTIN D., « Dictionnaire des sciences économiques », édition ARAN Colin, Paris.
- 44- BEITTON-A ET AUTRES, « Dictionnaire des sciences économiques », 2ème édition Armand Colin, Paris, 2007.

Textes législatifs

- 45- la loi 86/01 portant sur l'ouverture et la libéralisation de l'amont pétrolier
- 46- la loi 86/01 portant sur l'ouverture et la libéralisation de l'amont pétrolier
- 47- La loi 86-09, promulguée le 29 juillet 1986, relative au recensement général de la population et de l'habitat.
- 48- La loi n° 05-07 du 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures, telle que révisée par l'ordonnance n° 06-10 du 29 juillet 2006, a introduit des changements significatifs dans le secteur des hydrocarbures en Algérie, notamment une ouverture plus modeste aux investissements étranger.
- 49- Loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit
- 50- Loi n° 05-07 du 19 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures.
- 51- Ordonnance n°01-01 du 4 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 27 février 2001 modifiant et complétant la loi n° 90-10 du. 14 avril, relative à la monnaie et au crédit.

Sites internet :

- 52- Banque mondiale, Highcharts.com, consulté le 13/07/2025 à 22H25
- 53- Centre d'actualités de l'ONU sur site internet : <https://news.un.org/fr/>, consulté le 24/05/2025 à 21 :16mn.
- 54- CHARLES DU GRANRUT, « Le ralentissement des gains de productivité : La technologie au cœur des débats », revue Futuribles,

n°417, Paris, 2017, p69, disponible sous le site : <https://doi.org> consulté le 08/01/2025 à 02h45

- 55- GÉRALDINE DUCOS, en collaboration avec BLANDINE BARREAU, « Quel France dans 10 ans ? - la notion d'analyse, septembre 2014. consulté le 19/01/2025 sur le site : <https://www.strategie.gouv.fr> à 10h06
- 56- <https://annualreport.undp.org/fr/>
- 57- <https://www.alnaft.dz> consulté le 10 juillet 2025 à 19H32
- 58- <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/pib/le-pib-un-indicateur-conteste-de-lactivite-economique/>, consulté le 4/01/2025 à 14H07
- 59- <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/pib/le-pib-un-indicateur-conteste-de-lactivite-economique/>, consulté le 4/01/2025 à 14H07
- 60- M. GÉRARD TREMBLAY, « Productivité du travail, source de richesse », Résumé de l'article, diffusé et préservé par Érudit, Département des relations industrielles de l'Université Laval, Québec, 1947, consulté le 10 fév. 2025 16:19, sous le site : <https://apropos.erudit.org>
- 61- MOUNABAHA MOINDJIE, « Croissance Économique et Capital Humain en Zone Franc : Cas de l'UEMOA et des COMORES, mémoire master en Finance et développement, 2018/2019, Université ASSANE SECK – ZIGUINCHOR, Sénégal, p14. sous le site : <https://rivieresdusud.uasz.sn> consulté le 03/05/2025 à 03h26
- 62- SANCHEZ ZUNIGA, CINTIA TATIANA, « La productivité : son importance et comment l'améliorer au travers d'une nouvelle approche managériale ? ». Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, Université catholique de Louvain, 2022. pp3-4 Prom. : Denayer, Luc ; Auquier, Bauduin. <http://hdl.handle.net>, consulté le 05/02/2025 à 10H19

Table des matières

Remerciements	
Dédicace	
Sommaire	
Introduction générale.....	01

Chapitre I

Les fondements théoriques de la croissance économique

Introduction du chapitre	05
Section 1 : Généralités sur la croissance économique.....	05
1.1. Définition de la croissance économique	05
1.2. Les facteurs de la croissance économique	07
1.3. Les étapes de la croissance économique	08
1.4. Les sources de la croissance économique	10
1.4.1 L'accumulation des facteurs de production	11
1.4.2. Le rôle du progrès technique	12
1.4.2.1. Productivité du travail	13
1.4.2.2. Productivité du capital	14
1.4.2.3. La productivité globale des facteurs de production (PGF)	16
1.4.3. Croissance intensive vs croissance extensive	16
1.4.4. Le rôle des institutions	17
Section 2 : Les indicateurs de mesure de la croissance et leurs limites.....	18
2.1. Les indicateurs de mesure	18
2.1. 1. Le taux de croissance	19
2.1.2. Le produit National Brut (PNB)	19
2.1.3. Le produit intérieur brut (PIB)	19

2.1.4. La parité du pouvoir d'achat (PPA)	21
3.1. Les limites des agrégats de mesure	21
4.1. Les indicateurs alternatifs de la croissance	23
Section 3 : Principales théories de la croissance.....	24
3.1. Les théories néoclassiques	24
3.2. Théorie de la croissance endogène.....	26
Conclusion du chapitre	27

Chapitre II : Ouverture économique

Repères théoriques et indicateurs de mesure

Introduction du chapitre	29
Section 1 : Les théories du commerce international	29
1.1. La théorie mercantiliste du commerce international.....	29
1.2. Les théories traditionnelles du commerce international	30
1.2.1. Les théories classiques	31
Les théories de la dotation en facteur de production d'HOS	35
1.2.3. Les limites des théories traditionnelles	36
1.3. Les nouvelles théories du commerce international	37
1.3.1. L'approche néo factorielle	37
1.3.2. L'approche néo technologique	37
1.3.3. Théorie macroéconomiques.....	37
1.3.4. Théorie de la firme	38
Section 2 : Les conditions empiriques de la croissance économique et commerce internationale	40
2.1. Généralités sur le commerce international.....	40
2.2. L'ouverture économique et la croissance économique	43
2.2.1. Croissance de la demande	44
2.2.2. Les effets de dimension.....	45
2.2.3. Les effets de diversification	45

2.2.4. Les effets de concurrence.....	45
2.3. Processus d'ouverture des économies nationales.....	45
2.3.1. Le libre échange	46
2.3.2. L'analyse des mécanismes de transmission entre la richesse en ressources naturelles et les mauvaises performances économiques.	46
2.4. La balance des paiements	47
2.5. La balance commerciale	48
2.6. Impact des TIC sur la croissance économique.....	49
2.6.1. Le paradoxe de Solow	50
2.6.2. Contribution des TIC dans la croissance économique	50
2.7. L'économies d'échelle	52
Conclusion du chapitre	53

Chapitre III : Effets du commerce international sur la croissance économique en Algérie durant la période 2000-2020

Introduction du chapitre	55
Section 1 : Aperçu historique et le processus d'ouverture.....	55
1.1. Aperçu historique de l'économie algérienne.	55
1.1.1. Période de l'économie planifié et ses limites.....	56
1.1.1.1. Caractéristiques de la période de l'économie planifié.	56
1.1.1.2. Les limites de l'économie planifiée en Algérie.	57
1.1.2. Période de réformes et le plan d'ajustement structurel.....	61
1.1.2.1. Période d'auto d'ajustement	61
1.2. Le processus d'ouverture de l'économie algérienne.....	65
1.2.1. L'évolution institutionnelle et règlementaire en Algérie.....	66
1.2.2. Les principales intégrations et accords commerciaux de l'Algérie	69
1.2.2.1. L'accord d'association avec l'Union Européenne	69
1.2.2.2. L'harmonisation du cadre de réglementaire.....	70

1.2.2.3. La coopération	71
1.2.3. Les accords bilatéraux avec les pays arabes.	71
1.2.4. Le Système Généralise des Préférences commerciales (SGP) avec les USA.....	72
1.2.5. Autres mesures encadrant les opérations de commerce extérieur	72
1.2.5.1. Domiciliation bancaire des importations	72
1.2.5.2. Les intervenants du commerce international	74

Section 2 : Évolution et effet du commerce extérieur en Algérie sur la croissance économique..... 77

2.1. Évolution du commerce extérieur en Algérie	77
2.1.1. L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie (période 2000-2020)	78
2.1.2. Soldes commerciaux par groupes d'utilisation	81
2.1.3. Le développement humain en Algérie	81
2.1.4. Croissance annuelle du PIB (en %)... ..	83
2.1.5.Évolution de la FBCF entre 2000-2020	84
2.2. Effet du commerce extérieur sur la croissance économique en Algérie.....	85
2.3. Évolution des réserves de changes	87

Conclusion du chapitre 89

Conclusion générale 91

Références bibliographiques.

Table des matières.

Résumé en français

La croissance économique est un phénomène qui désigne la variation positive et durable de la production de biens et services sur une période donnée. Il s'agit d'un phénomène relativement récent. Elle est mesurée par l'augmentation du volume du produit réel, aussi bien global, qui fait ainsi référence au Produit intérieur brut (PIB).

La croissance économique occupe une place importante dans la pensée économique, car la plupart des études théoriques économiques de l'histoire font remonter les premières origines de la croissance économique à la révolution industrielle, où les sociétés cherchent à atteindre par tous les moyens à améliorer et élever le niveau de vie moyen de sa population, et d'augmenter les taux de croissance économique et de parvenir à un développement économique global.

L'objectif de cette recherche est de montrer la contribution et le rôle du commerce extérieur et de l'ouverture économique sur la croissance économique.

Mots clés : croissance économique, contribution et le rôle du commerce extérieur, taux de croissance économique, développement économique global, fondement et repères théorique de la croissance économiques.

English Abstract

Economic growth is a phenomenon that refers to the positive and sustainable variation in the production of goods and services over a given period. This is a relatively recent phenomenon. It is measured by the increase in the volume of real and aggregate output, which thus refers to Gross Domestic Product (GDP).

Economic growth occupies an important place in economic thought, as most theoretical economic studies throughout history trace the earliest origins of economic growth to the Industrial Revolution, when societies sought by all means to improve and raise the average standard of living of their populations, increase economic growth rates, and achieve overall economic development.

The objective of this research is to demonstrate the contribution and role of foreign trade and economic openness on economic growth.

Keywords: economic growth, contribution and role of foreign trade, economic growth rate, overall economic development, theoretical foundations and benchmarks of economic growth.

ملخص باللغة العربية

النمو الاقتصادي ظاهرة تُشير إلى التباين الإيجابي والمستدام في إنتاج السلع والخدمات خلال فترة زمنية محددة. وهي ظاهرة حديثة نسبيًا، تُقاس بزيادة حجم الناتج الحقيقي والإجمالي، والذي يُشير بالتالي إلى الناتج المحلي الإجمالي.

يحتل النمو الاقتصادي مكانة مهمة في الفكر الاقتصادي، إذ تُرجع معظم الدراسات الاقتصادية النظرية عبر التاريخ بداياته إلى الثورة الصناعية، عندما سعت المجتمعات بشتى الوسائل إلى تحسين ورفع مستوى معيشة سكانها، وزيادة معدلات النمو الاقتصادي، وتحقيق التنمية الاقتصادية الشاملة.

يهدف هذا البحث إلى توضيح مساهمة ودور التجارة الخارجية والانفتاح الاقتصادي في النمو الاقتصادي.

الكلمات المفتاحية: النمو الاقتصادي، مساهمة ودور التجارة الخارجية، معدل النمو الاقتصادي، التنمية الاقتصادية الشاملة، الأسس النظرية ومعايير النمو الاقتصادي.